Finances Locales 2026

Enjeux & perspectives

Belfius

Publication complète disponible sur notre site **Belfius**

Voir également notre guide
« Comment fonctionne une commune ? »

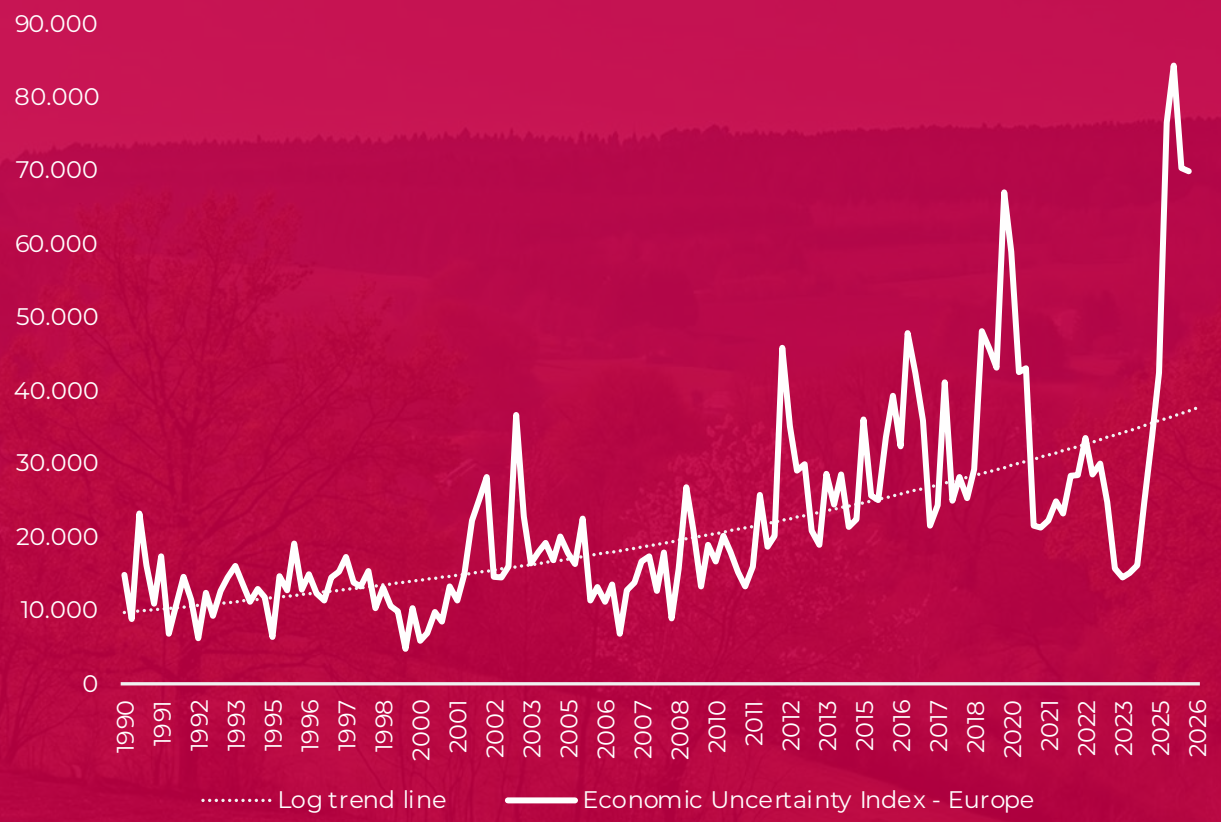
Communes – Provinces – CPAS

Budgets 2026 - **tendances d'évolution**

- Un environnement en pleine mutation
- Évolution & enjeux des dépenses ordinaires
  - Enjeu des pensions du personnel statutaire
  - Enjeu de la réforme des allocations de chômage
- Évolution & enjeux des recettes ordinaires
  - Enjeu de la réforme fiscale (IPP)
- Équilibre budgétaire ?
- Évolution des investissements et de la dette

Un **choc (énergétique)** de plus

Une série de chocs géo-économiques alimentent une incertitude de plus en plus élevée

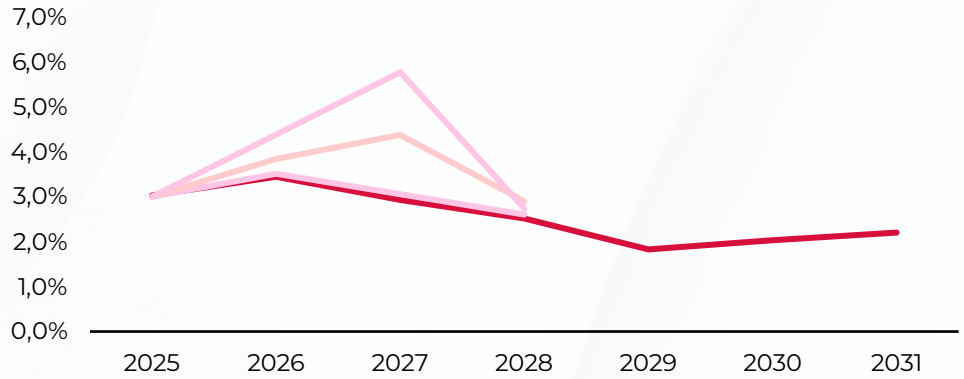


De nombreuses incertitudes en raison d'un contexte macroéconomique perturbé…

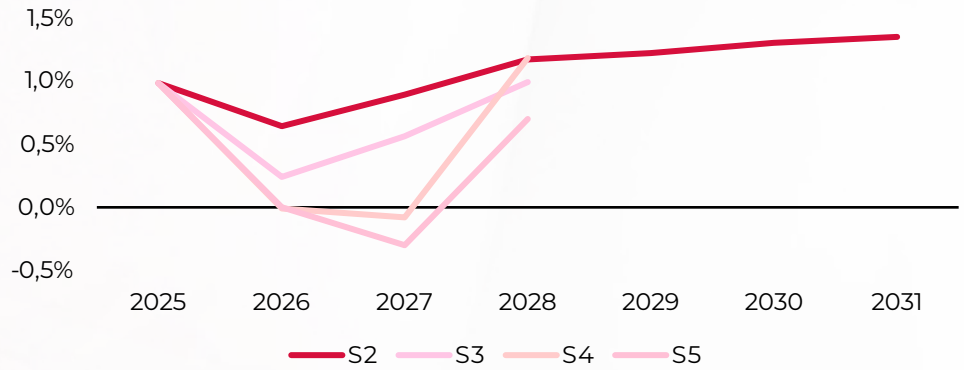
Ce contexte impacte les finances locales par :

- l'**inflation** (qui renchérit le coût du personnel, de l'énergie, des chantiers de construction…)
- le **ralentissement de la croissance** (qui réduit les rentrées fiscales des collectivités)
- la **hausse des taux d'intérêt** (qui alourdit le coût de la dette)

Projections inflation (scénarios)



Projections PIB (scénarios)



… et de la mise en œuvre de nombreuses réformes

- Cadre budgétaire contraint (Fédéral, Régions…): les finances publiques belges sont sous pression et doivent retrouver une trajectoire budgétaire soutenable à LT. La capacité actuelle d'intervention en faveur des pouvoirs locaux est limitée, voire en retrait

- Nombreuses réformes adoptées par les divers gouvernements (fédéral, régional) avec impact encore incertain sur les pouvoirs locaux (aide sociale, fiscale, zones de police, réformes institutionnelles locales…)

Finances Locales **2026**

Indice des bourgmestres

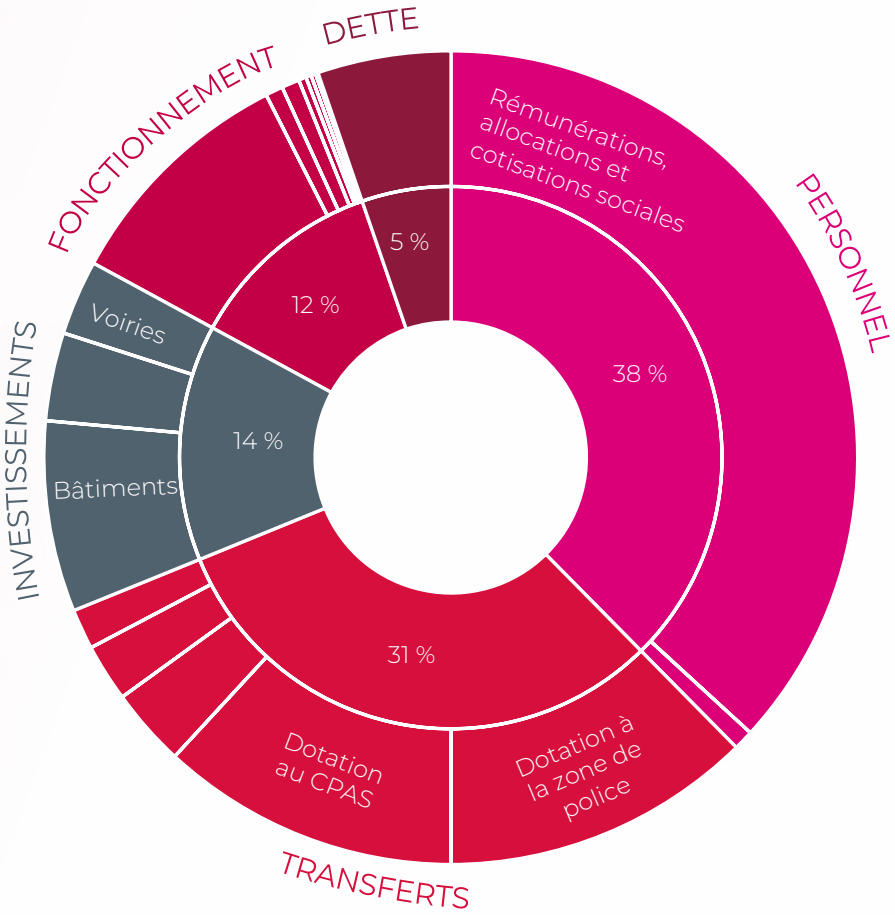
L'inflation 2026 sera supérieure à celle prévue dans la circulaire budgétaire (1,5 %). L'indice des bourgmestres adapte l'indice des prix à la consommation à la composition des budgets des communes

BUDGET DES COMMUNES WALLONNES

Ordinaire

- Personnel
- Fonctionnement
- Transferts
- (Prélèvements)

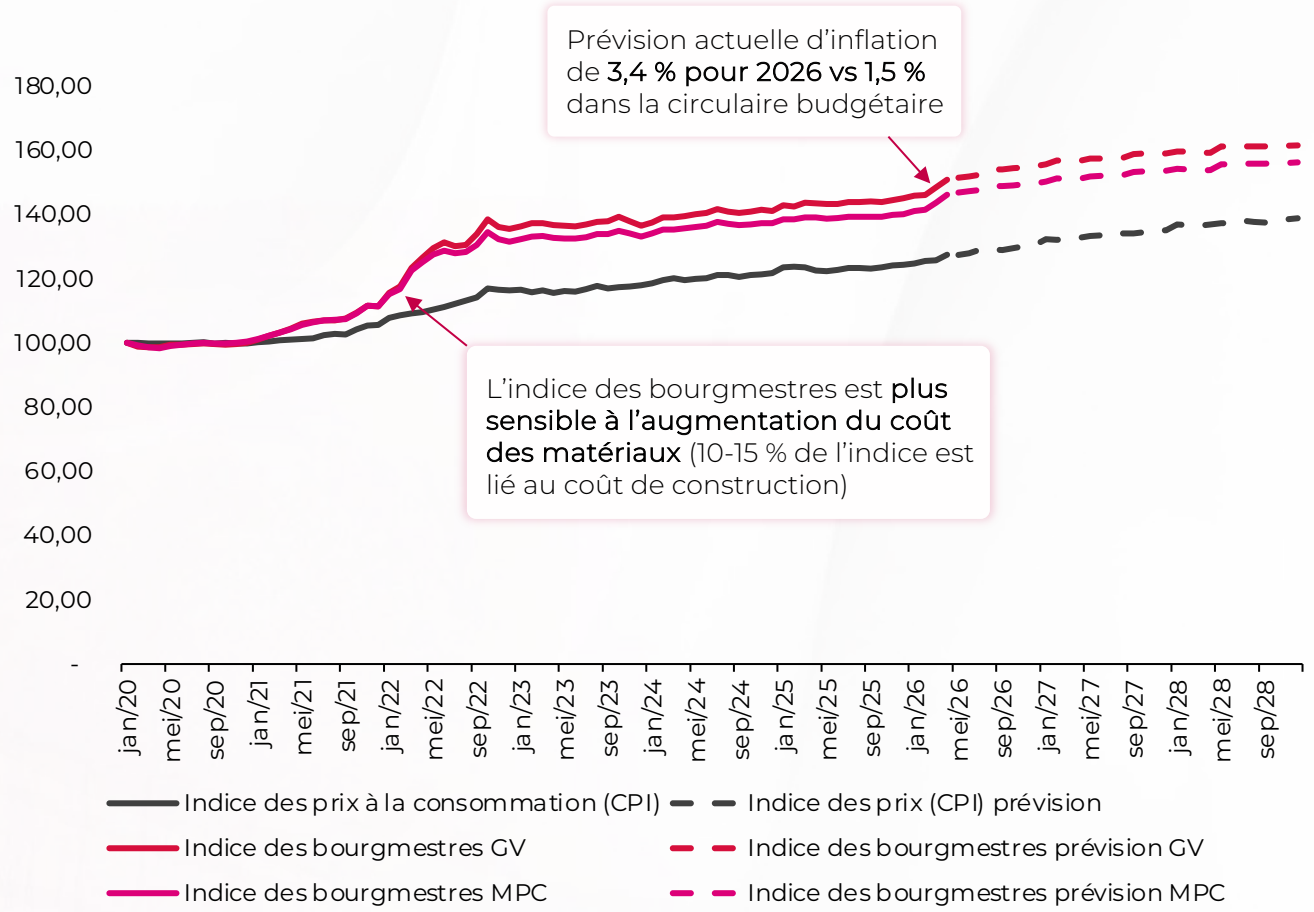
Extraordinaire



Source: Budgets communaux & Belfius

L'indice des bourgmestres suit fortement l'indice des prix à la consommation (corrélation ~99 %) à l'exception de la période de forte augmentation du prix des matériaux

Pondération de chaque composante	Grandes villes	Petites et moyennes communes
Personnel	**37,7 %**	**35,3 %**
Rémunérations, allocations et cotisations sociales	36,9 %	34,5 %
Frais divers	0,8 %	0,8 %
Fonctionnement	**11,6 %**	**14,6 %**
Énergie Bâtiments – Mazout	0,3 %	0,3 %
Énergie Bâtiments – Électricité	0,7 %	0,7 %
Énergie Bâtiments – Gaz	0,7 %	0,3 %
Énergie Fonctionnement	0,1 %	0,1 %
Énergie Véhicules	0,2 %	0,3 %
Éclairage public	0,2 %	0,4 %
Autres Frais de fonctionnement divers	9,6 %	12,5 %
Transferts	**31,3 %**	**24,4 %**
Dotation au CPAS	11,9 %	8,9 %
Dotation à la zone police	12,4 %	6,7 %
Dotation à la zone de secours	1,6 %	1,4 %
Intercommunales déchets	2,3 %	2,0 %
Autres dépenses de transfert	3,1 %	5,3 %
Dette	**5,3 %**	**2,5 %**
Charges financières des emprunts (intérêts)	5,3 %	2,5 %
Dépenses Investissement	**14,0 %**	**23,3 %**
Bâtiments	7,6 %	10,4 %
Voiries	3,0 %	7,5 %
Autres équipements/matériel	3,5 %	5,4 %

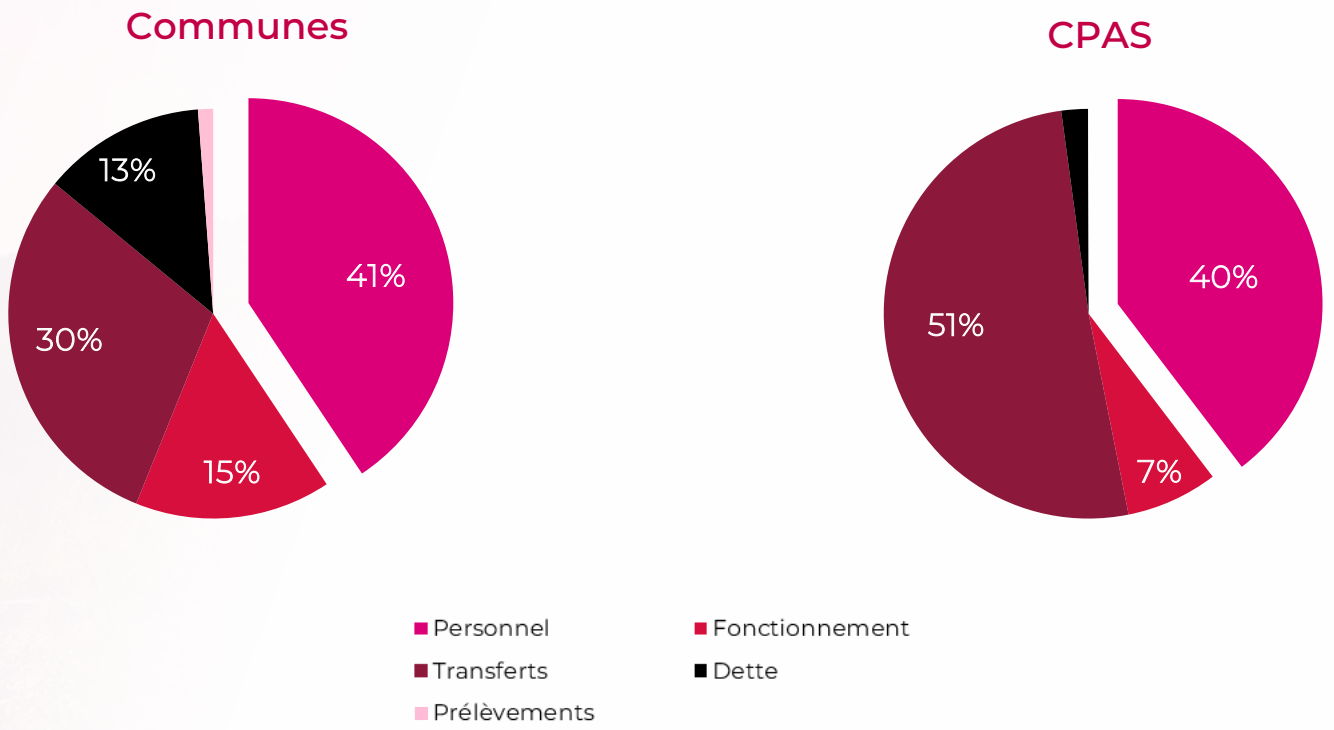


Source: Budgets communaux & Belfius

Finances Locales **2026**

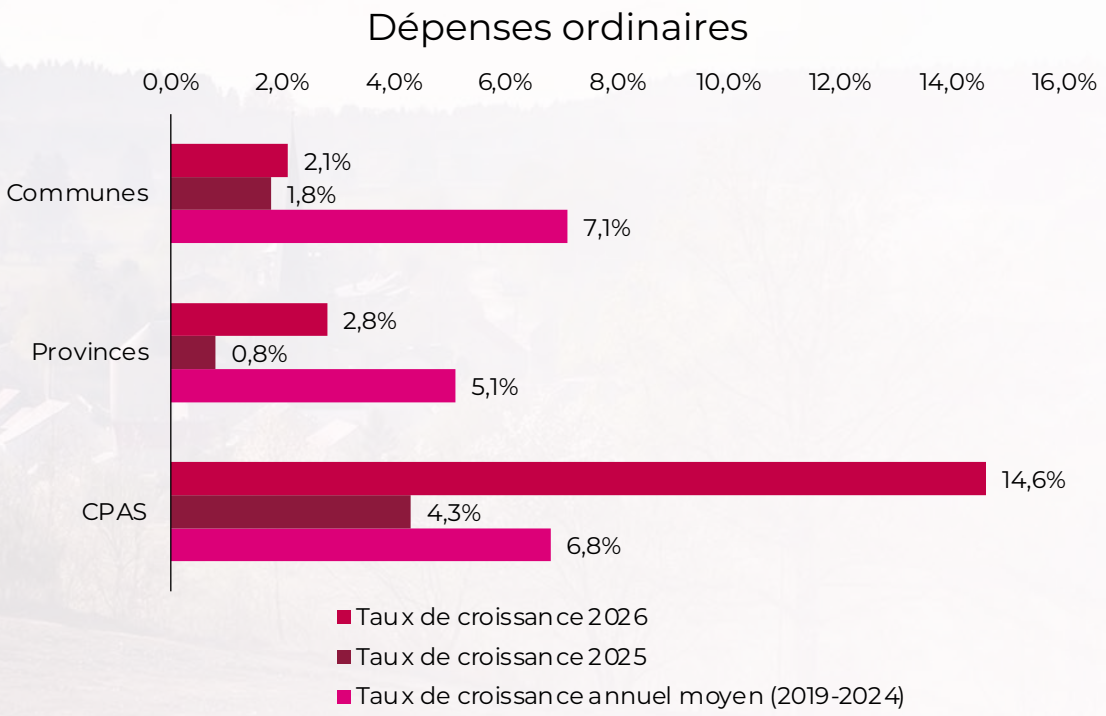
Évolution & enjeux des dépenses ordinaires

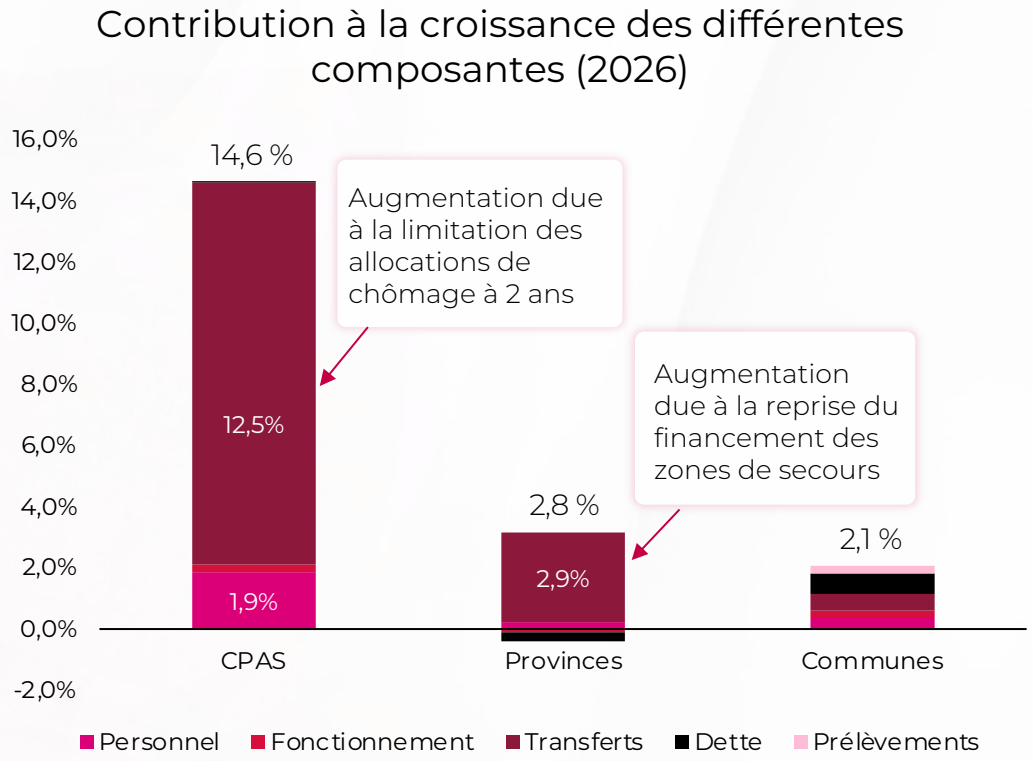
Les dépenses de personnel représentent le plus grand poste de dépenses ordinaires des communes au contraire des CPAS où les dépenses de transfert constituent le poste le plus élevé



Source: Budgets communaux & Belfius

Progression très modérée pour les communes et provinces mais nette progression des dépenses ordinaires des CPAS wallons due à l'augmentation attendue du nombre de bénéficiaires du RIS (due à la réforme des allocations de chômage)





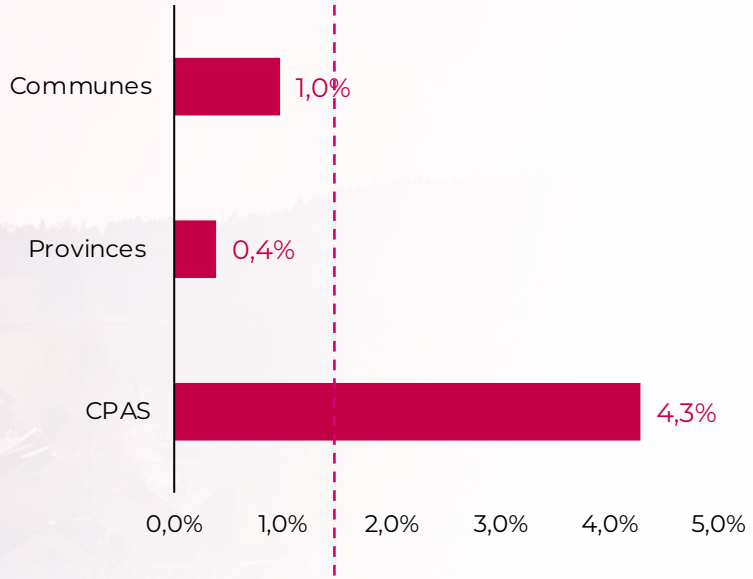
Source: Budgets communaux & Belfius

Les taux de croissance des dépenses de personnel des pouvoirs locaux restent inférieurs à l'inflation, sauf pour les CPAS (suite à la réforme des allocations de chômage)

% Personnel / Dépenses communales

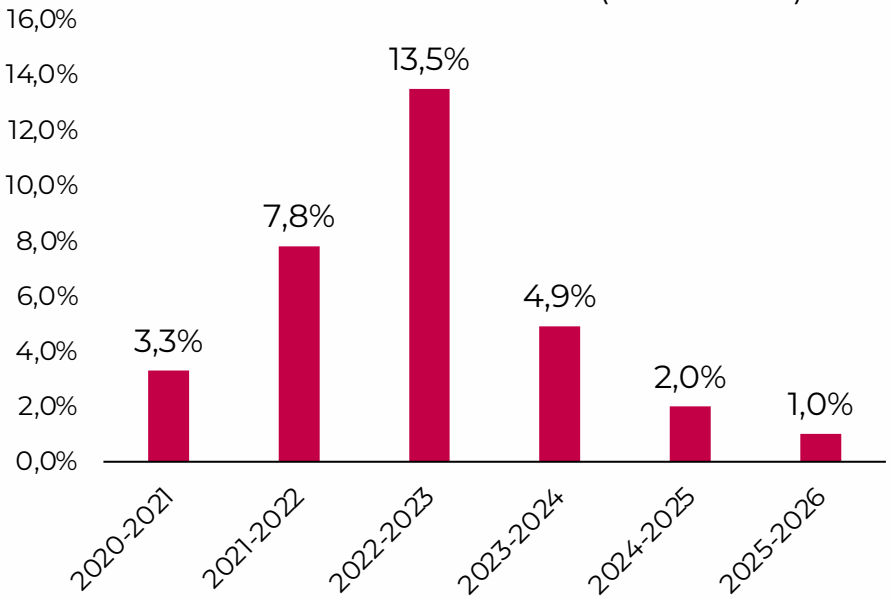
41 %

Personnel – Taux de croissance (2026)



Inflation de la circulaire budgétaire (1,5 %)

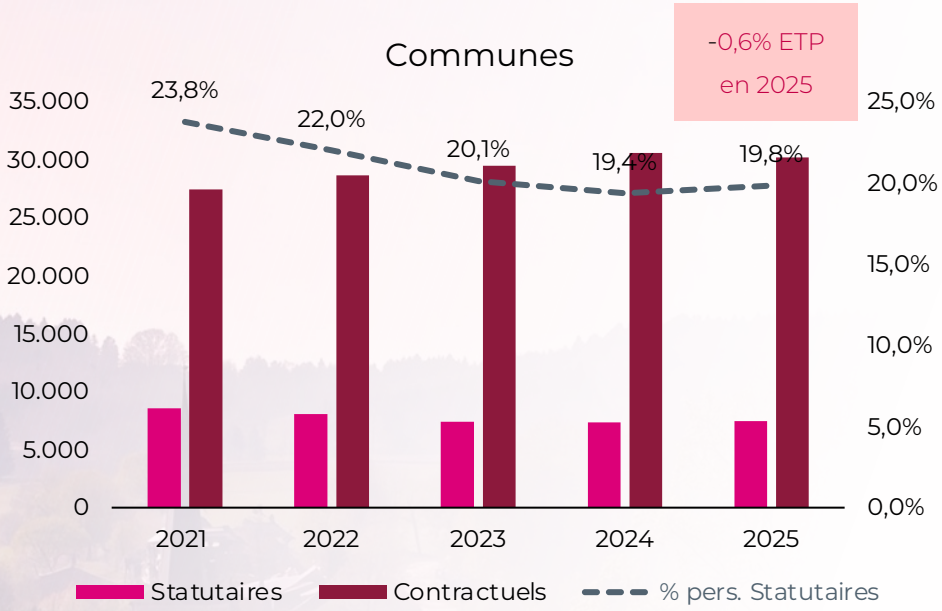
Taux de croissance annuel (communes)

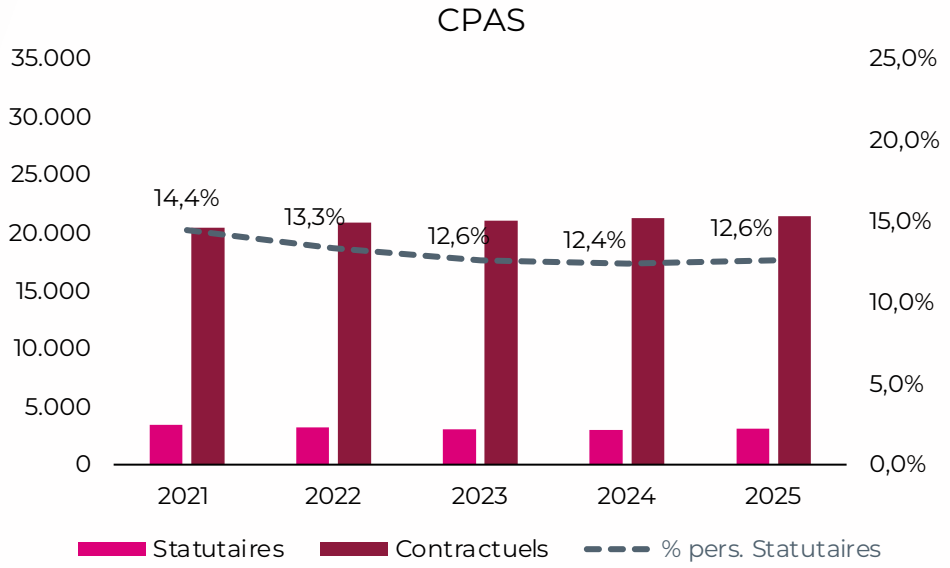


Net ralentissement de la progression des charges de personnel en dépit de la croissance des charges de pensions (cf. infra)

Source: Budgets communaux & Belfius

Le pourcentage de personnel statutaire tend à se stabiliser autour des 20 % pour les communes et 12,5 % seulement pour les CPAS

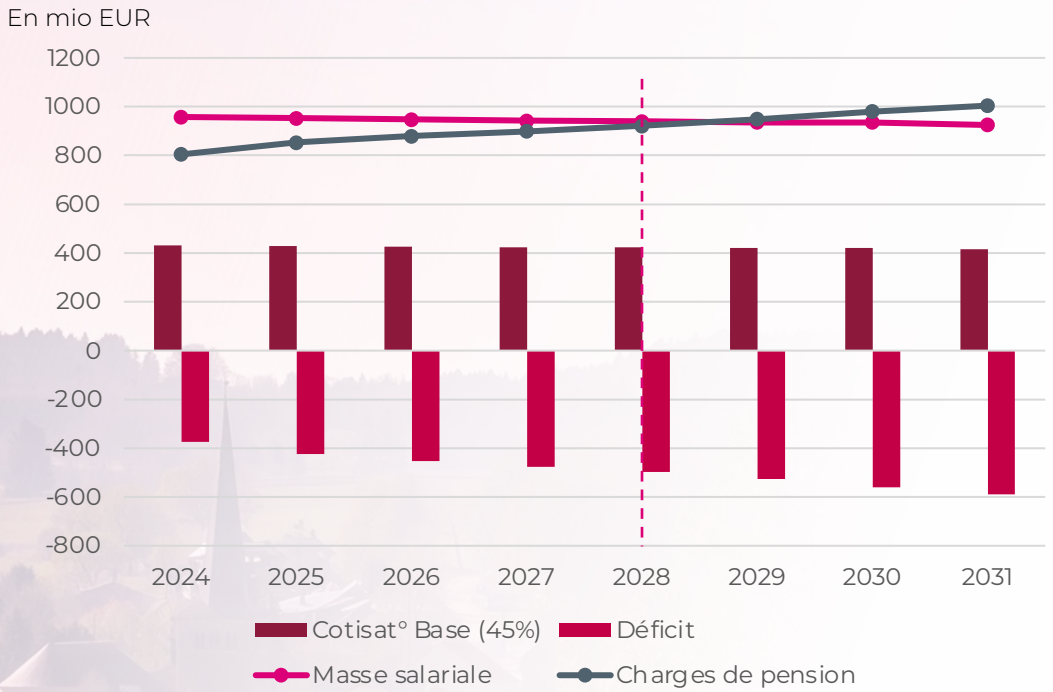




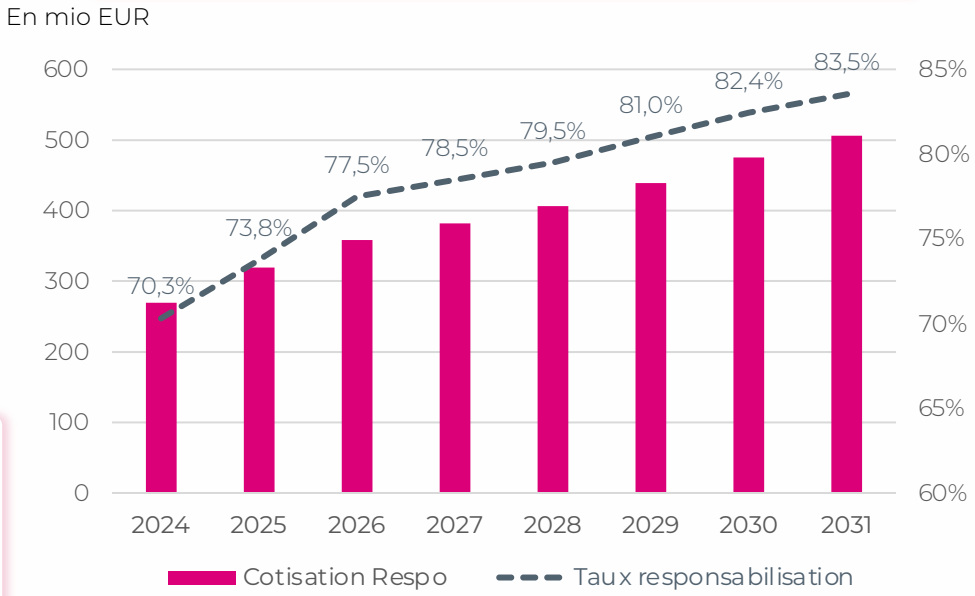
La masse salariale du personnel statutaire est insuffisante pour financer les charges de pensions dans le cadre d'un système de répartition (actifs → pensionnés)

Source: ONSS & Belfius

Wallonie : le recul structurel du nombre de statutaires fragilise la capacité de financement des pensions des pouvoirs locaux



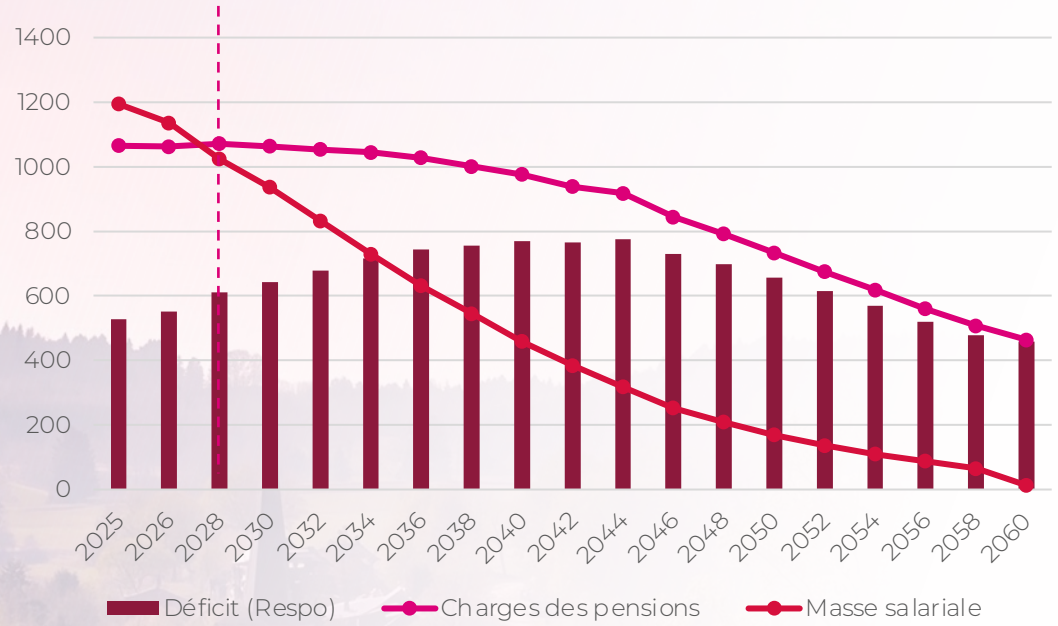
Le déficit de financement est assuré par la progression croissante de la **cotisation de responsabilisation** (communes + CPAS) qui va passer de **319 millions en 2025** à près de **509 millions en 2031**
Le **taux de cotisation global** (base + respo p./r. à la masse salariale) est proche de **100 % à partir de 2029**



À partir de 2028, la masse salariale totale (Communes + CPAS + Provinces) devient inférieure aux charges de pensions.
Bien que le taux de cotisation de base soit élevé (45 %), le déficit de financement atteint près de 600 millions EUR en 2031

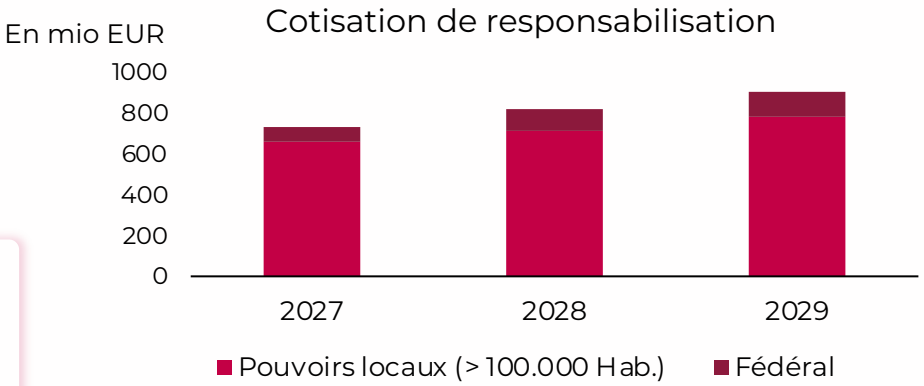
Source: SFP Pensions & Belfius

Sans refinancement externe, la problématique des charges de pensions des statutaires locaux va perdurer pendant près de 30 ans



L'accord de gouvernement fédéral* prévoit une intervention en faveur des charges de pensions des administrations locales à partir de 2027.

→ Dotation fédérale destinée à alléger la facture de responsabilisation des institutions affiliées au Fonds solidarisé et situées dans une entité communale de plus de 100.000 habitants (soit 10 entités concernant 95 institutions locales au niveau national, et 3 entités concernant 28 institutions en Wallonie)
→ +/- 220 millions EUR entre 2027 et 2029, soit 12,5 % en moyenne de la cotisation de responsabilisation

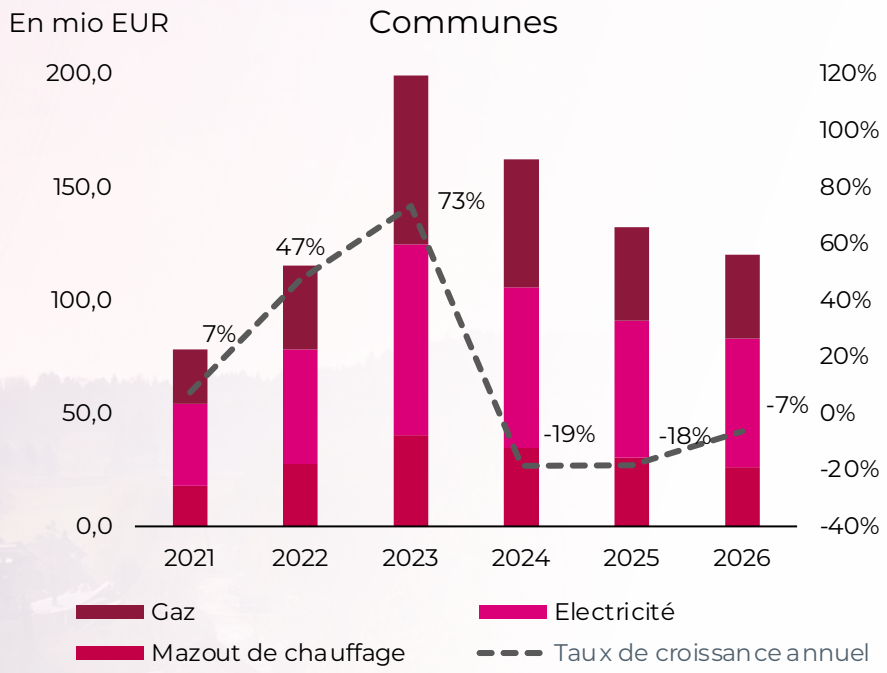


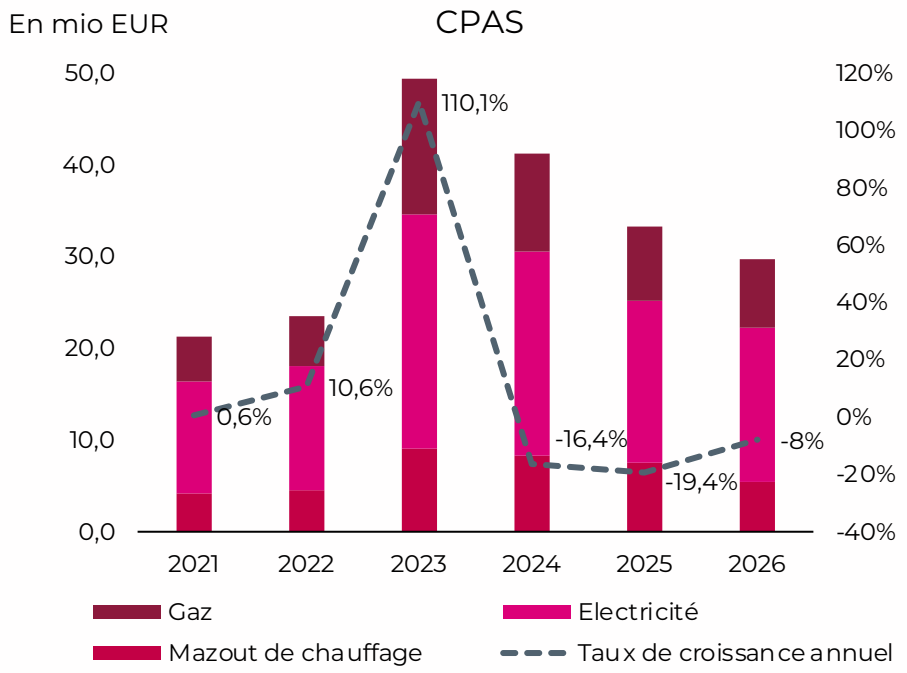
Sur la base des projections à LT (2100) réalisées par le SPF Pensions, le déficit de financement des charges de pensions des pouvoirs locaux wallons continuera à progresser jusqu'en 2045 et perdurera bien au-delà de 2060.

Source: SFP Pensions & Belfius

* En Flandre, la Région supporte également 50 % de la facture de responsabilisation.

Les dépenses d'énergie ne représentent plus que 10,5 % des dépenses de fonctionnement des communes et des CPAS suite à trois reculs consécutifs des prix de l'énergie





15 %
Fonctionnement / Dépenses communales

La crise au Moyen-Orient va entrainer une nouvelle hausse en 2026 et 2027

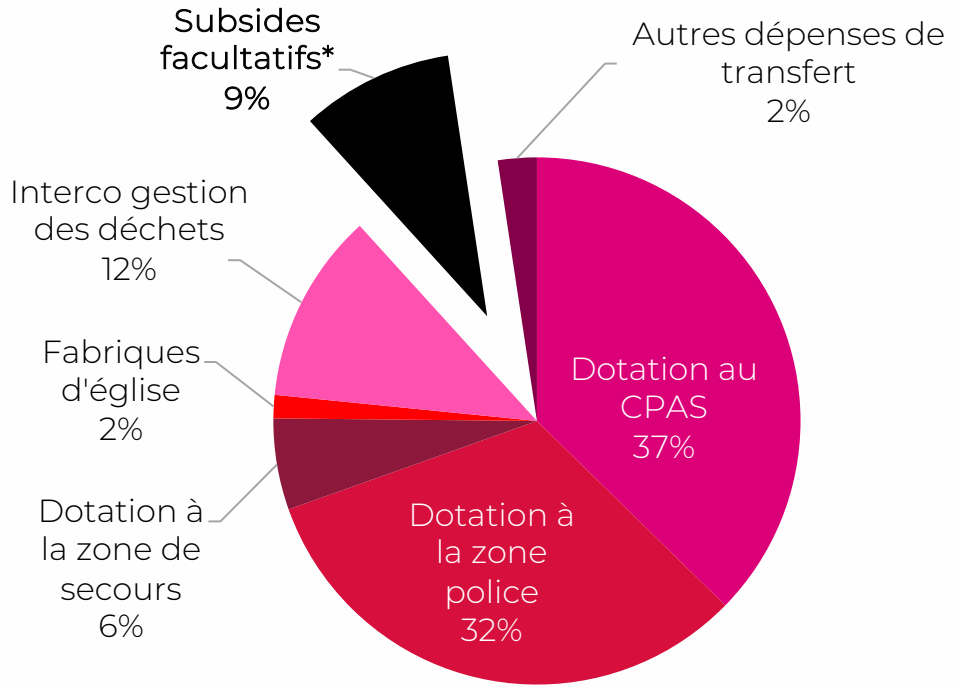
Source: Budgets communaux & Belfius

Les dépenses de transfert progressent de manière modérée (+1,8 %) mais les différentes dotations évoluent de manière très contrastées

	En mio EUR	En EUR /hab.	Taux de croissance (p./r. à 2025)
CPAS	814	221	5,7 %
Zone de police	703	191	1,8 %
Zone de secours	122	33	-19,3 %
Autres dotations	546	148	0,0 %
Dépenses de transfert	**2.186**	**589**	**1,8 %**

Les **dotations au CPAS** et à la **zone de police** représentent **près de 70 %** des dépenses de transfert des communes

Plus de 90 % des dépenses de transfert présentent un caractère « obligatoire » donc difficilement compressible



* Subsides aux ménages, entreprises et associations locales

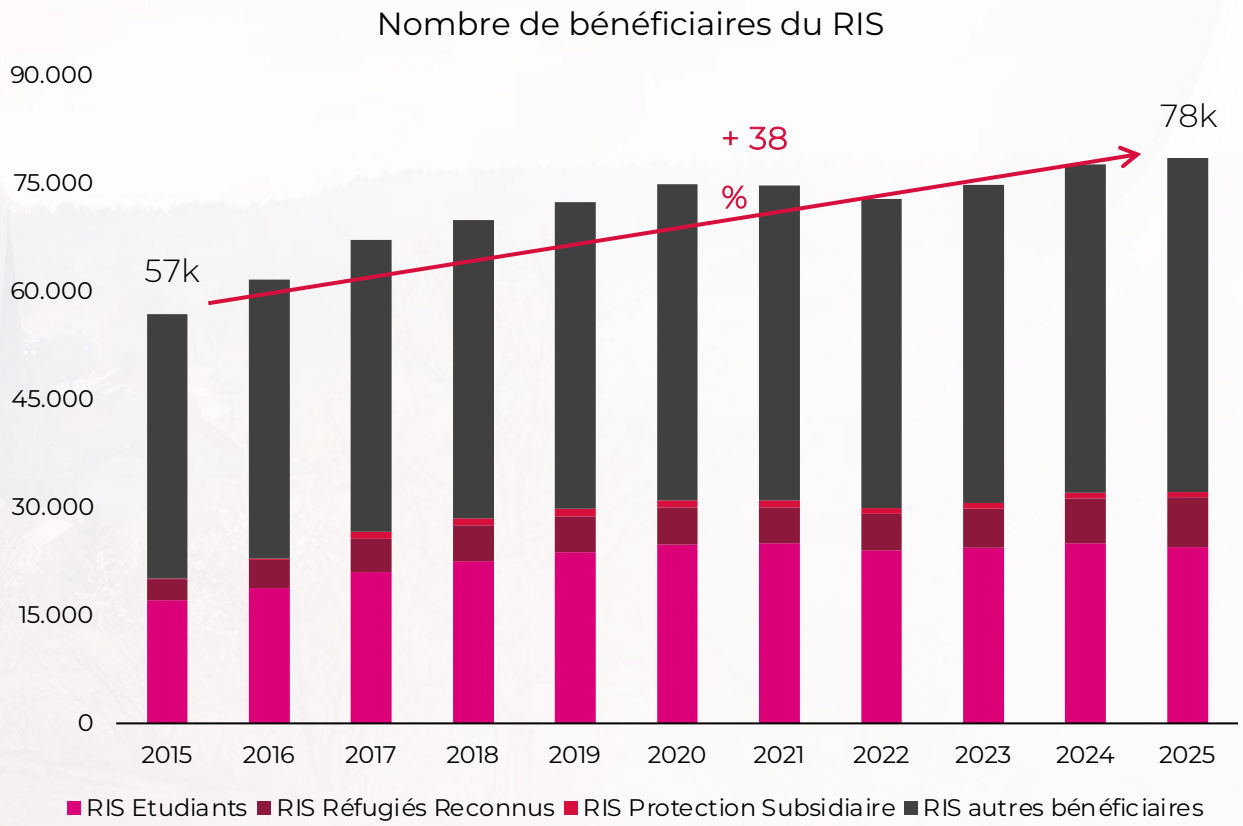
30 %
Transferts / Dépenses communales

Source: Budgets communaux & Belfius

Finances Locales **2026**

Impact de la limitation des allocations de chômage ?

Le nombre de bénéficiaires du RIS a augmenté de 38 % en 10 ans, notamment en raison de différentes modifications de l'assurance chômage



51 %
Transferts / Dépenses CPAS

Réforme de 2012 :
- Allongement du stage d'attente et limitation des allocations d'insertion

Modification en 2015 :
- Âge maximal de 25 ans pour les allocations d'insertion

Source: SPF Intégration sociale

Note: L'entiereté des dépenses de transfert des CPAS représente 51 % de leur budget, dont 70 % est utilisé pour le RIS

L'augmentation du nombre de bénéficiaires du RIS va continuer avec l'afflux d'exclus du chômage (dû à la réforme au niveau fédéral) avec un taux de report incertain

Réforme des allocations de chômage

Janvier 26	Mars 26	Avril 26	Juillet 26	Juil 26 – Juil 27	Juillet 27
Vague 1	Vague 2	Vague 3	Vague 4	Vague 5	Vague 6
R 12k	R 17k	R 18k	B 17k	B 9k	B 4k

R: Réalisé, B: Budgétisé

Impact sur les CPAS

	Travail	Autres formes d'assistance	(Sans status)	RIS
% Vague 1	6 %	13 %	33 %	47 %

Prévision du gouvernement: 30 % pour l'ensemble des 6 vagues

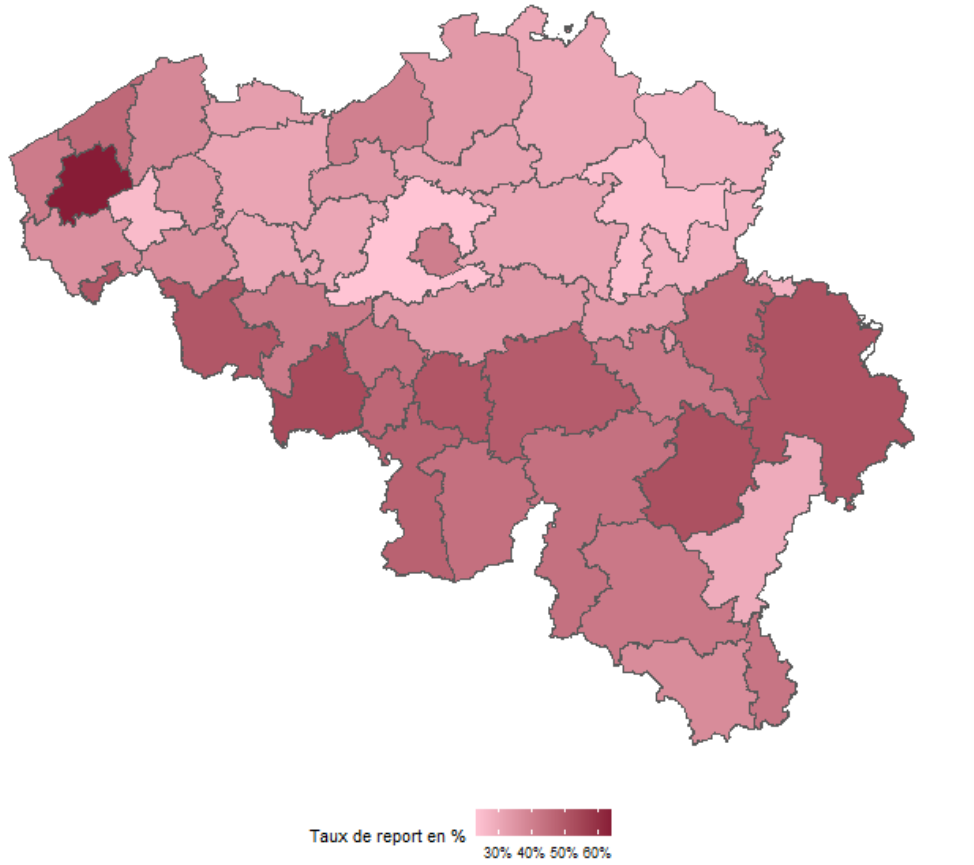
Source: SPF Intégration sociale, ONEM, BNB & Belfius

Au-delà de l'incertitude sur le taux de report global, les taux de report varient également entre communes

	Alloc. Ins.	Chô V1	Chô V2	Total
Belgique	33 %	52 %	42 %	42 %
Wallonie	36 %	59 %	49 %	47 %
Flandre	19 %	38 %	33 %	32 %
Bruxelles	31 %	49 %	39 %	41 %
Grdes Villes WL	44 %	62 %	51 %	51 %

Source : calculs propres sur la base des statistiques de l'ONEM et du SPP Intégration sociale – situation au 10 juin 2026.

Taux de report des exclus du chômage vers le RIS (vagues 1 et 2)



51%
Transferts / Dépenses CPAS

L'impact total sur le budget des CPAS est difficilement prévisible en raison de nombreuses incertitudes financières

- **Coûts de transferts :**
  - Incertitude sur le **taux de report**
  - **Remboursement** par le fédéral **dégressif**
  - **Allocations d'insertions** non compensées
  - **Droits associés/dérivés** non couverts

- **Coûts opérationnels :**
  - Coûts opérationnels **sous-compensé** par le fédéral (45 % de remboursement par le fédéral selon la fédération des CPAS)
  - **Coûts de formation** pour les assistants-sociaux afin d'accompagner la remise à l'emploi

Le fédéral rembourse :

- Vague 1-2
  - **pourcentage** suivant du **RIS** des exclus du chômage :
    - 100 % la première année
    - 90 % la seconde année
    - 80 % la troisième année
    - 75 % les suivantes
- **Toutes les autres vagues : 70-85 %** du RIS
- Une partie des **frais de personnel**

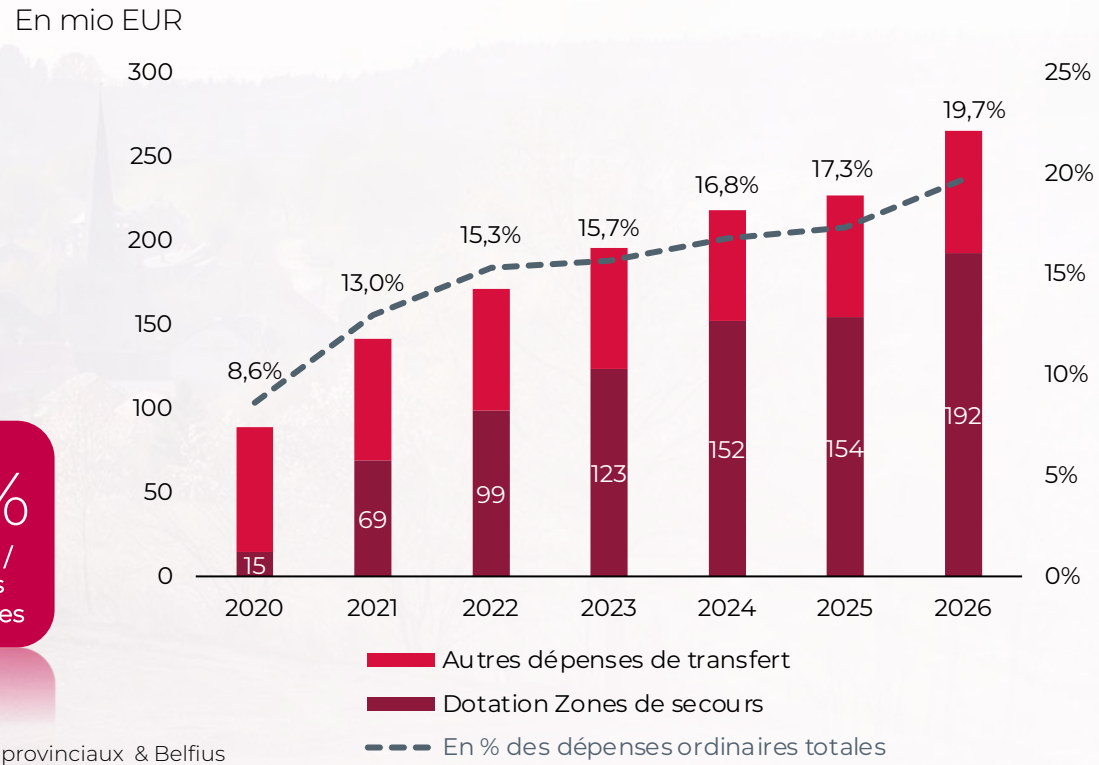
Les CPAS paient :

- Le **pourcentage** restant du **RIS**
- Le **RIS** des personnes exclues des **allocations d'insertion**
- Les **autres droits** ouverts via le **RIS**
- Une partie des **dépenses de personnel** supplémentaire

Dépenses de transfert : la reprise du financement des zones de secours par les provinces wallonnes soulage les finances communales (-19,6 %)

30 %
Transferts / Dépenses communales

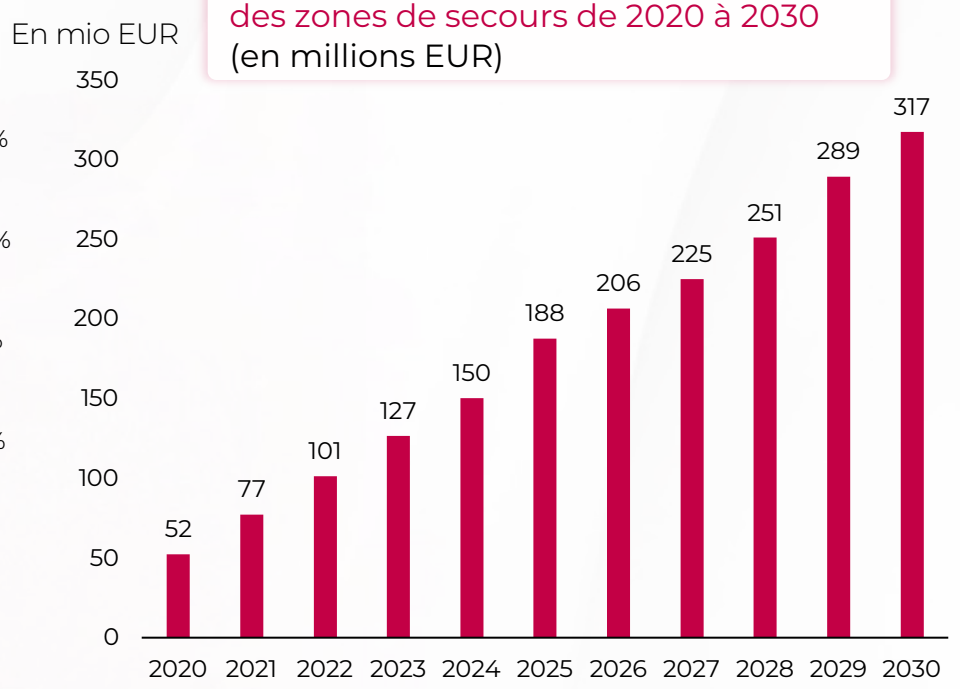
Dépenses de transfert des provinces wallonnes



Source: Budgets provinciaux & Belfius

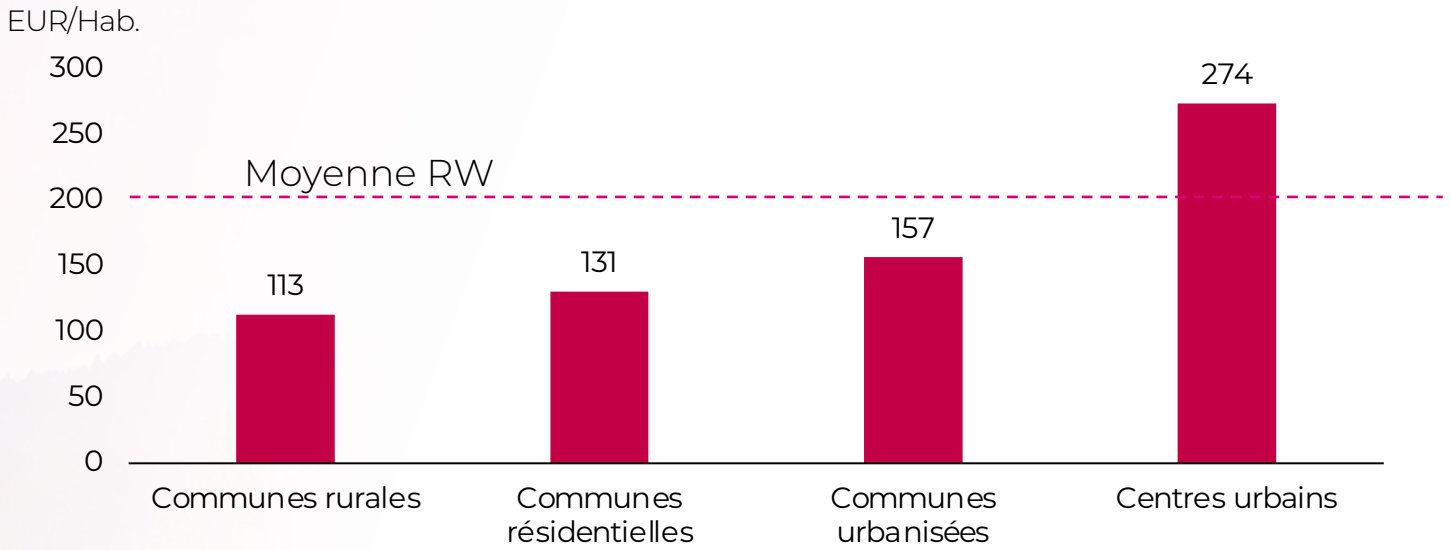
POURSUITE DE L'ACCORD DE GOUVERNEMENT PRÉCÉDENT

Trajectoire définie par le gouvernement wallon pour la reprise du financement des zones de secours de 2020 à 2030 (en millions EUR)



Quid financement si suppression des provinces d'ici 2030 ?

Dépenses de transfert : importantes disparités des dotations communales à la zone de police en fonction du niveau d'urbanisation



30 %
% Transferts / Dépenses communales

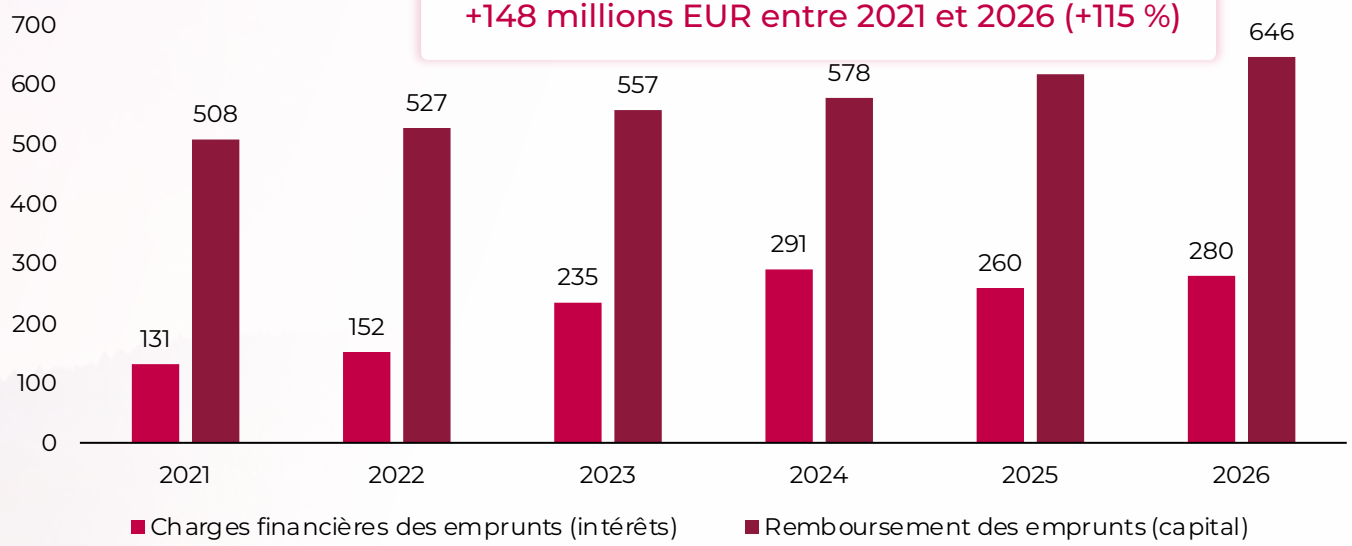
Plusieurs réformes importantes en cours :

- Processus de fusion des ZP : obligatoire à BXL et sur une base volontaire ailleurs (mais avec incitant financier du fédéral)
- Nouvelle norme de financement (fédéral) – révision de la norme « KUL » prévue pour cette année

Source: Budgets communaux & Belfius

Depuis 2022, les charges de la dette (→ service ordinaire !) progressent à nouveau après une longue période de baisse continue

Intérêts :
+148 millions EUR entre 2021 et 2026 (+115 %)



13 %
Charges dettes / Dépenses communales communaux

Pendant de nombreuses années, les communes ont bénéficié d'une marge budgétaire suite à l'impact favorable de la baisse des taux d'intérêt sur les charges de la dette

La remontée des taux d'intérêt depuis 2022 (conjuguée à la croissance de la dette – cf. infra) entraine une progression régulière des charges de la dette (intérêts et amortissements) qui complique la recherche de l'équilibre du service ordinaire à l'exercice propre

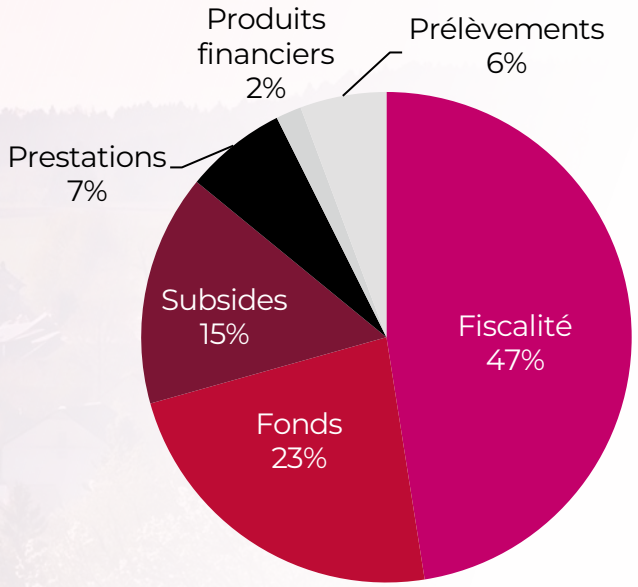
Source: Budgets communaux & Belfius

Finances Locales **2026**

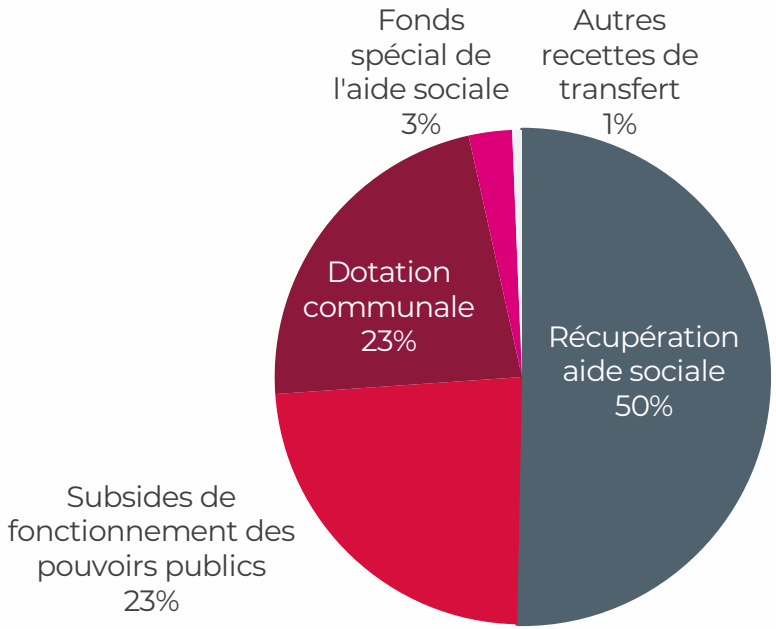
Évolution & enjeux des recettes ordinaires

Structure de financement très différente entre la commune et son CPAS

Communes



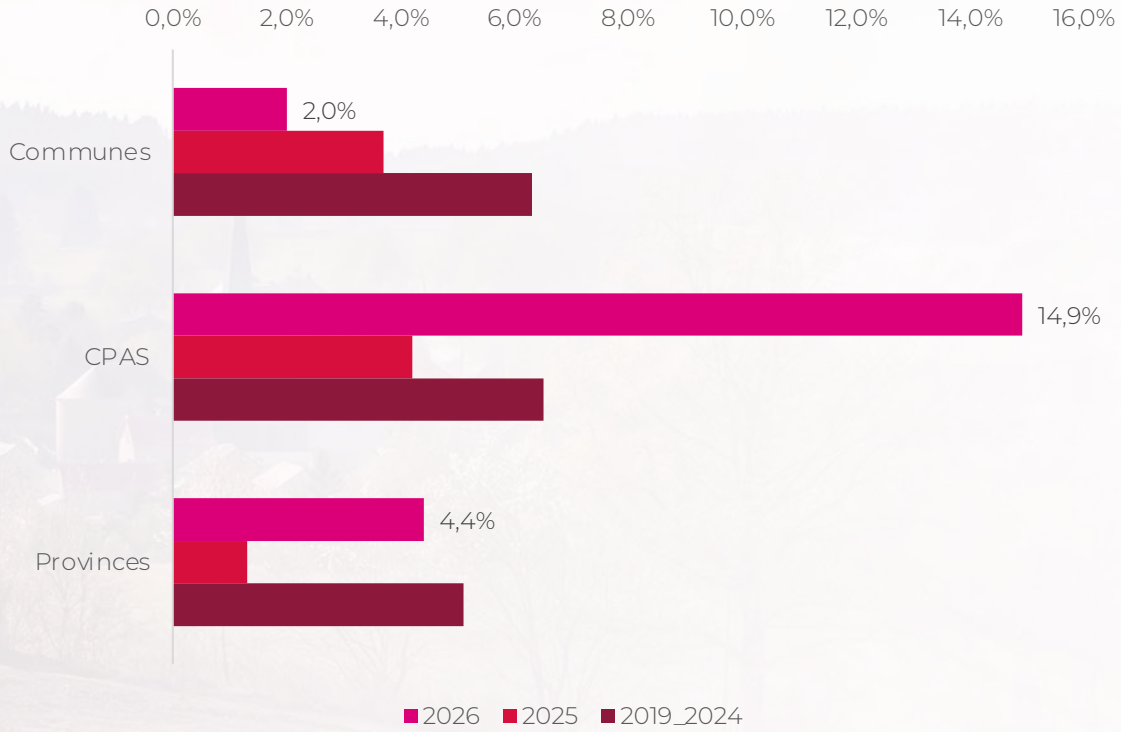
CPAS



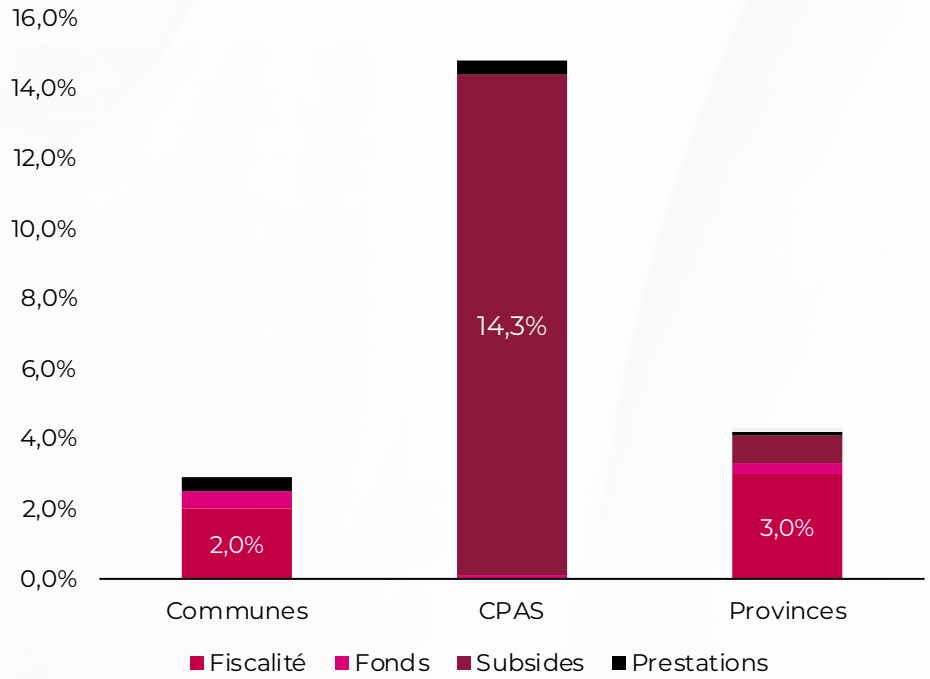
Source: Budgets des CPAS & Belfius

Pour les communes et les provinces, la croissance des recettes est principalement tirée par la fiscalité. Les recettes des CPAS augmentent de 14,9 % en raison principalement de l'augmentation des subsides (entre autres récupération des RIS)

Taux de croissance des recettes



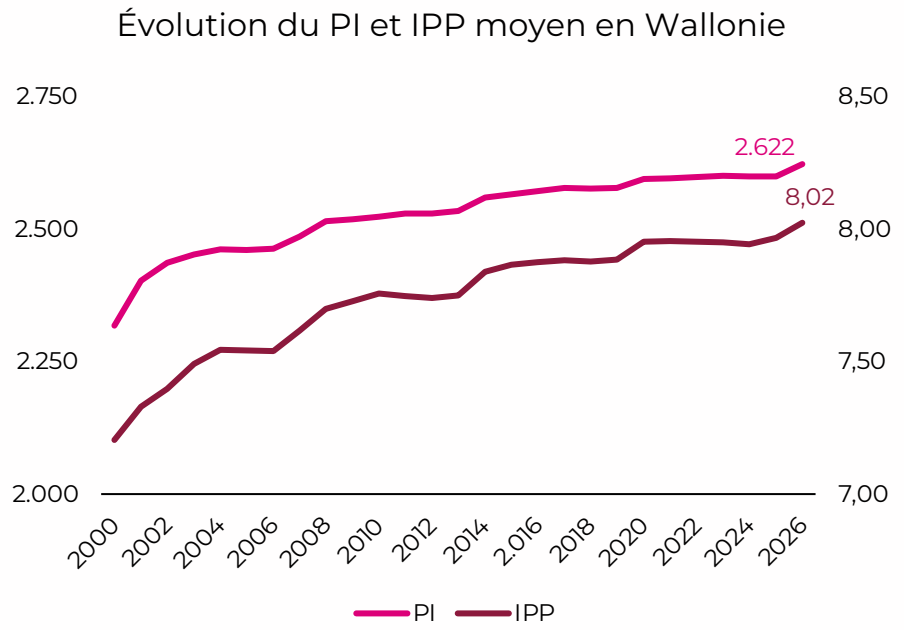
Décomposition de la croissance des recettes



Source: Budgets communaux, CPAS, Provinces & Belfius

La progression de la fiscalité communale provient principalement du précompte immobilier (+6,6 %) et des taxes locales (+11,9 %)

	En mio EUR	Taux de croissance (p./r. à 2025)
Taxes additionnelles au précompte immobilier	1.318	6,6 %
Taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques	1.357	0,0 %
Autres taxes additionnelles	62	2,4 %
Taxes locales	655	11,9 %
Compensations fiscales	96	-6,2 %
Total recettes fiscales	**3.487**	**4,4 %**



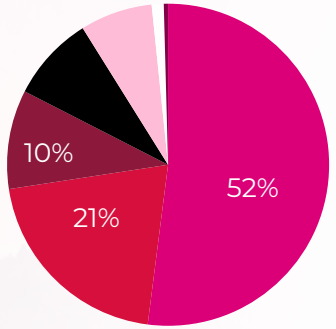
47 %
Fiscalité / Recettes communales

Taux IPP - 9 % des communes ont décidé d'augmenter leur taux et 14 % sont déjà au taux maximum (8,8 %)
Cent. Add. PrI - 10 % des communes ont décidé d'augmenter leur nombre de centimes add. et 77 % sont déjà au taux maximum (2.600)

Source: Budgets communaux & Belfius

Les taxes locales et recettes de prestations augmentent de 11,9 % et de 5,6 % entre 2025 et 2026

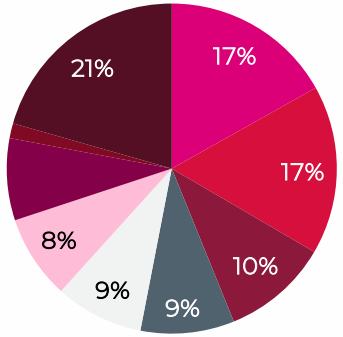
Taxes locales



- Prestations d'hygiène publique (+ 8 %)
- Entreprises (+ 11,9 %)
- Patrimoine (+ 19,1 %)
- Occupation du domaine public (+ 16,3 %)
- Prestations administratives (+ 25,0 %)
- Spectacles et divertissements (+ 20,4 %)
- Autres taxes communales (+ 26,3 %)

Augmentation totale : **+ 11, 9 %**

Recettes de prestations



- Locations immobilières (+ 5,0 %)
- Concessions de droits (+ 4,3 %)
- Produits de prestations (+ 9,9 %)
- Vente de bois (+ 7,9 %)
- Crédit spécial de recette (- 19,6 %)
- Vente de biens (+ 3,9 %)
- Frais scolaires (+ 16,1 %)
- Droits d'entrée (+ 5,9 %)
- Produits divers ou exceptionnels (+ 15,9 %)

Augmentation totale : **+ 5,6 %**

Note: Les taxes locales représentent 9 % des recettes (7% pour les recettes de prestations)

Source: Budgets communaux & Belfius

Recettes IPP

La réforme fiscale va impacter le montant perçu par les communes

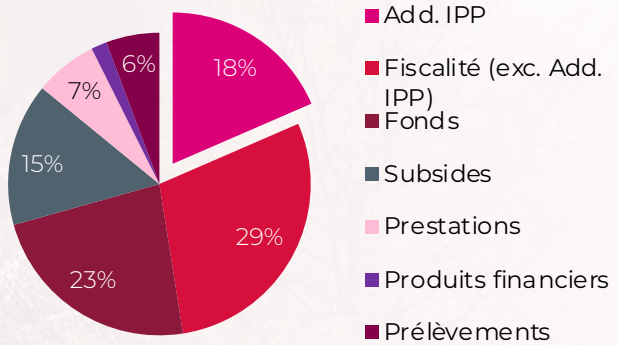
RÉFORME INITIALE

Augmentation de la quantité exemptée d'impôts

10.910 EUR (en 2025) → 15.600 EUR (en 2030)

PROBLÉMATIQUE

Perte potentielle importante pour les communes wallonnes (+/- 85 mio EUR), car la taxe additionnelle à l'IPP représente **18 % des recettes totales (1.400 mio)**



Source: Budgets communaux & Belfius

RÉFORME « CORRIGÉE »

Application d'un **coefficient correctif** sur la base de la diminution *moyenne* de l'impôt

Impact hétérogène selon la position relative de la commune en termes de revenu :

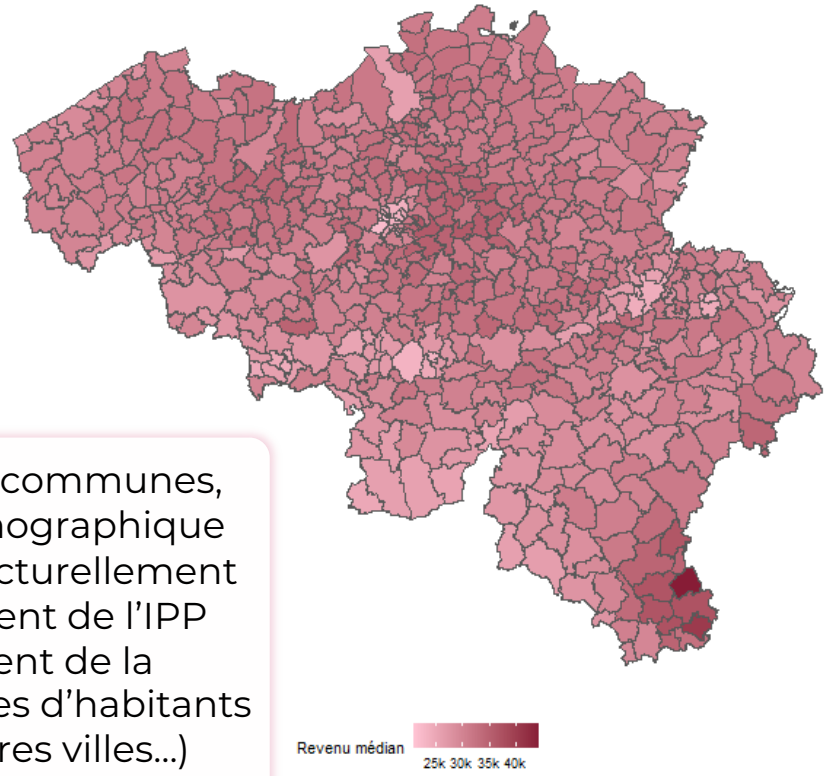
- **Sous-correction** pour les communes « **défavorisées** »,
- **Sur-correction** pour les communes « **aisées** »

Recettes IPP

L'impact de la réforme peut varier fortement d'une commune à l'autre

- Selon la structure de ces recettes (**poids relatif de l'IPP**) et le contexte socioéconomique local (**niveau et structure des revenus des ménages de la commune**)
- Les possibles **modifications de taux d'imposition** par certaines communes pour compenser les pertes de recettes auront, dans une seconde phase, des conséquences sur la **répartition des dotations du Fonds des communes** (notamment les critères « péréquation IPP » et « externalités »)

Revenu médian par communes



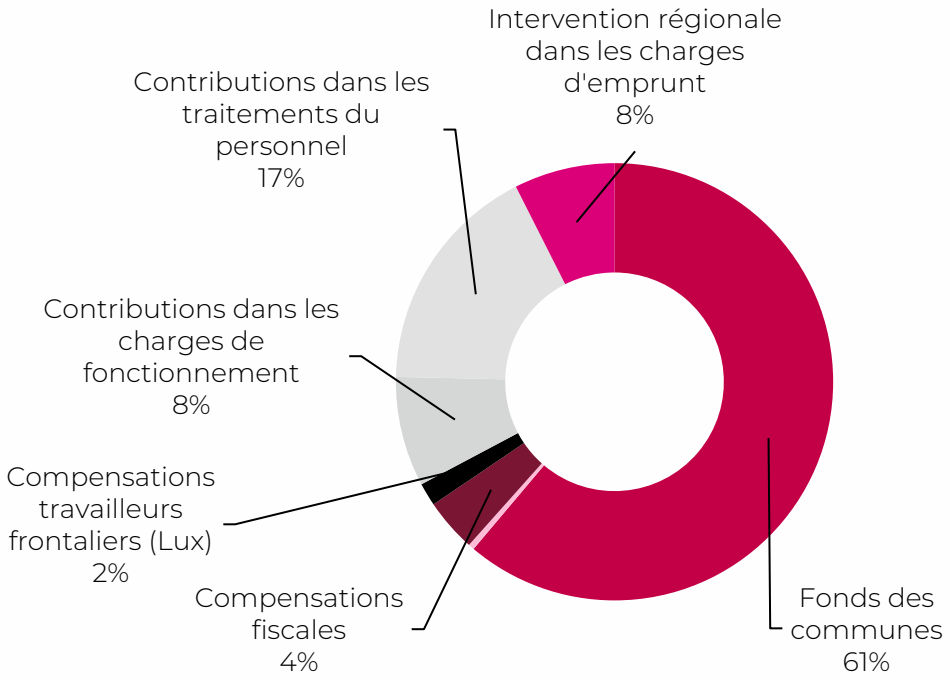
Pour certaines communes, l'évolution démographique locale pèse structurellement sur le rendement de l'IPP (vieillissement de la population, pertes d'habitants dans les centres villes…)

Source: Statbel

Fonds & Subsides

L’assainissement budgétaire de la Région freine la progression des recettes de subsides

	En mio EUR	En EUR/hab	Taux de croissance (p./r. à 2025)
Fonds	1.698	461	2,0 %
Subsides	1.121	304	0,3 %
Total	**2.820**	**765**	**1,3 %**



Les mesures d’assainissement budgétaire adoptées par la Région freinent la progression des recettes de subsides (gel indexation points APE, suppression 1 % du taux de croissance du Fonds des communes…)

Source: Budgets communaux & Belfius

Finances Locales **2026**

Équilibre budgétaire ?

Soldes ordinaires des communes wallonnes

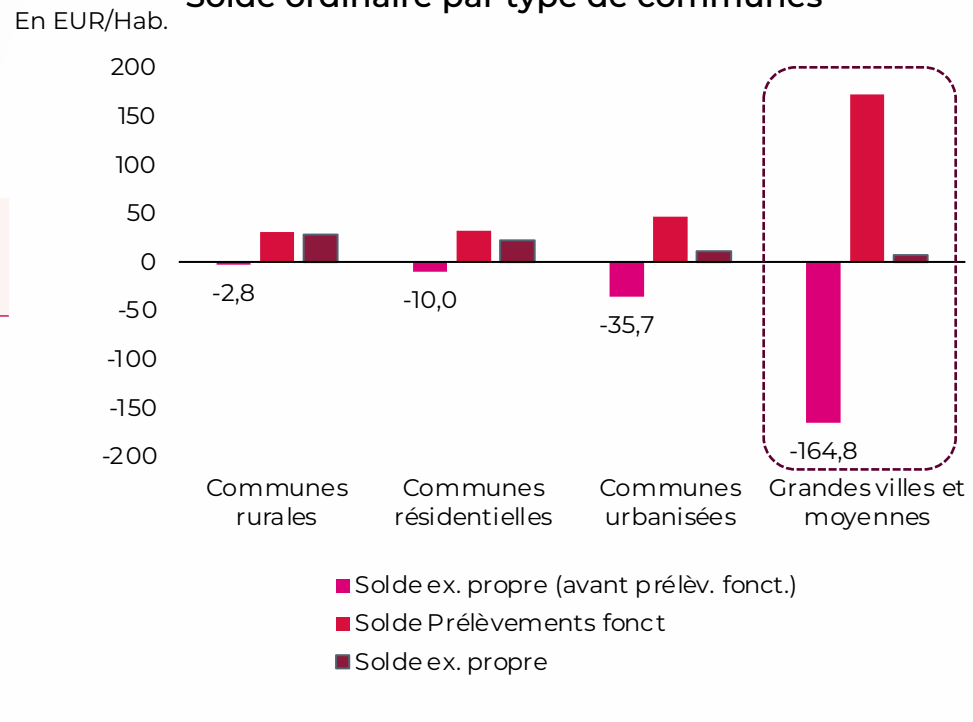
Le plan « Oxygène » est nécessaire afin d'assurer un équilibre à l'exercice propre des grandes villes

Les aides régionales accordées dans le cadre du plan « Oxygène » (prêts d'assainissement) permettent d'assurer un léger équilibre à l'exercice propre

	En mio EUR	En EUR/hab)	En % recettes ord.
Exercice propre* (avant prélèvements fonct.)	-321	-87,1	-4,4 %
Prélèvements fonctionnels	331	89,8	4,5 %
Exercice propre	**10**	**2,7**	**0,1 %**
Exercices antérieurs	449	121,9	6,1 %
Prélèvements généraux	-97	-26,2	-1,3 %
Exercice global	**363**	**98,4**	**4,9 %**

Mise en réserves ou financement extraordinaire

Solde ordinaire par type de communes



Source: Budgets communaux & Belfius

Soldes ordinaires des communes wallonnes

Les soldes ordinaires des budgets restent stables entre 2024 et 2026, mais il y a une importante différence entre budgets et comptes

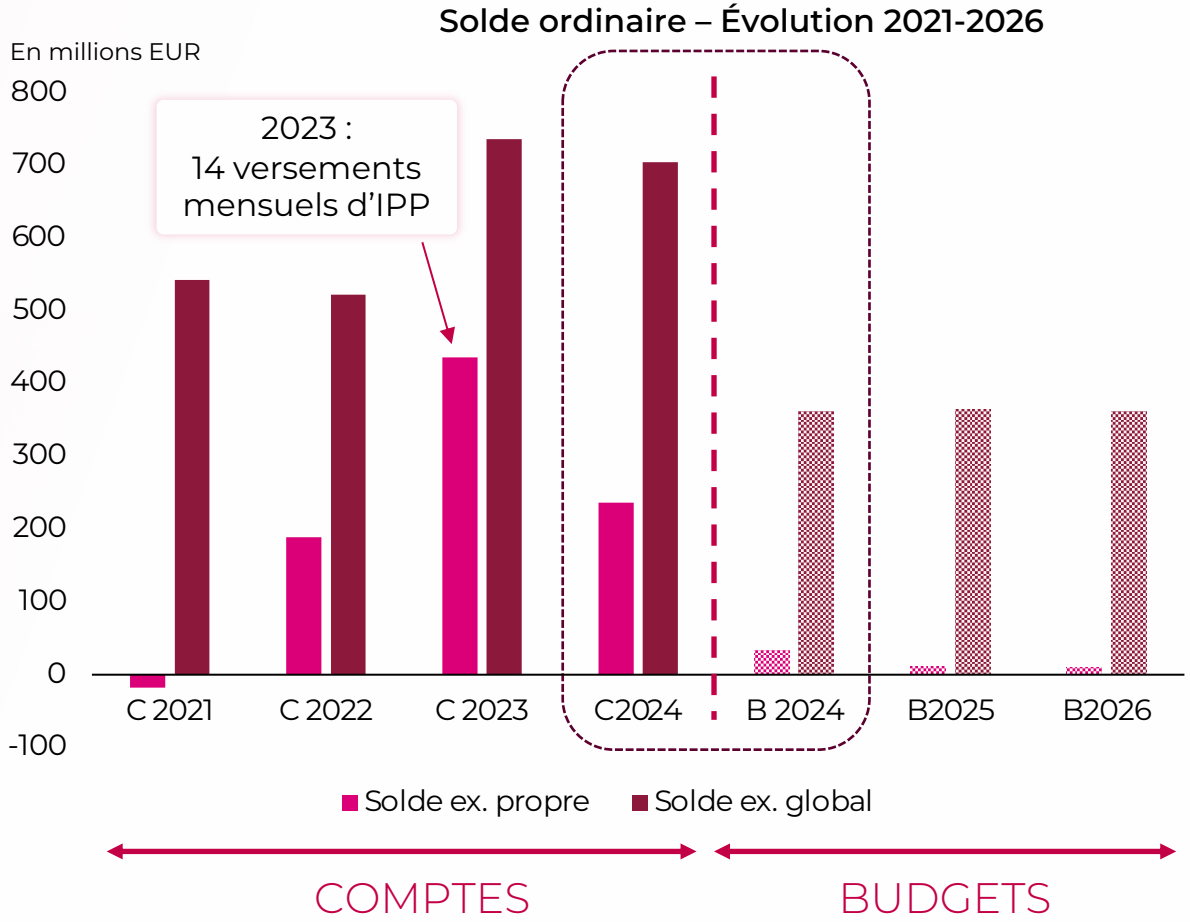
2024-2026

Situation stable au niveau des budgets (après intervention « Oxygène »)

- Très léger boni à l'exercice propre (0,1 % Recettes)
- Boni de 360 mio EUR (+/- 5 % des Recettes)

2021-2024

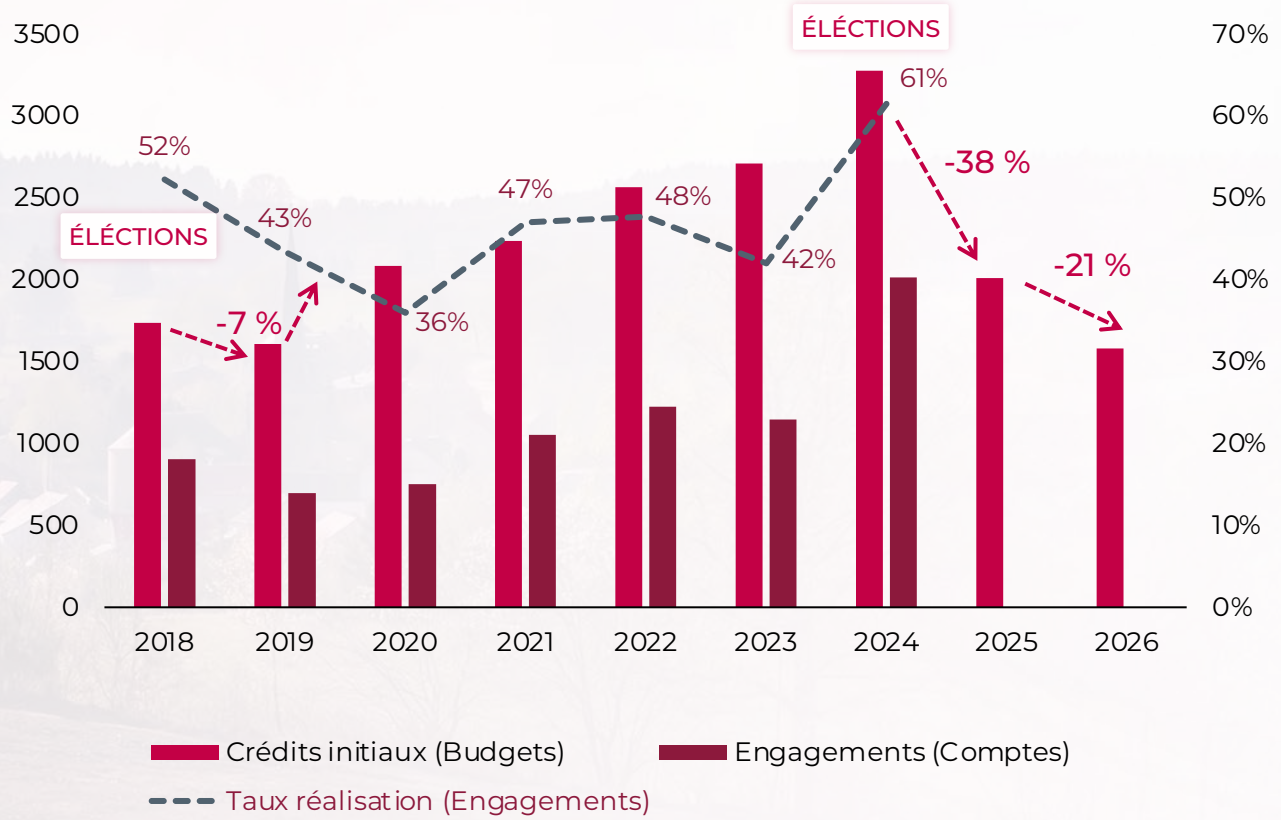
Importantes différences entre les budgets (prévisions) et les comptes (réalisés)

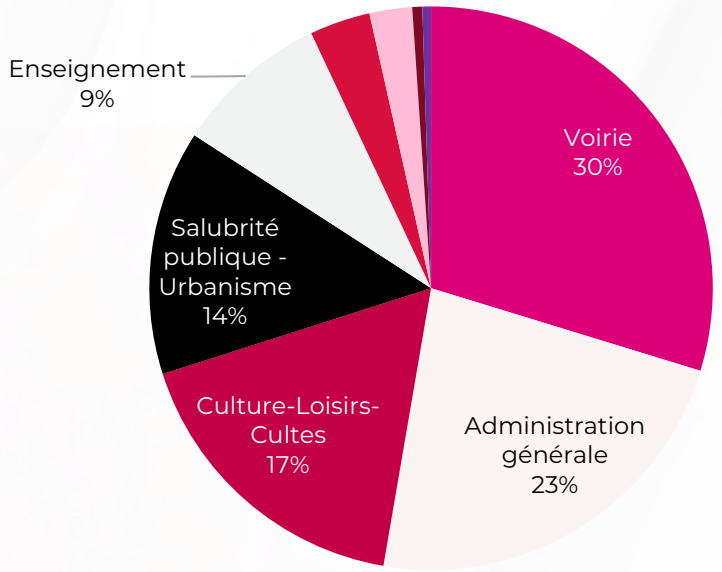


Source: Budgets communaux & Belfius

Évolution des investissements et de la dette

Les investissements communaux baissent pour la deuxième année consécutive (-52 % p./r. à 2024), avec toujours une incertitude sur le taux de réalisation effectif



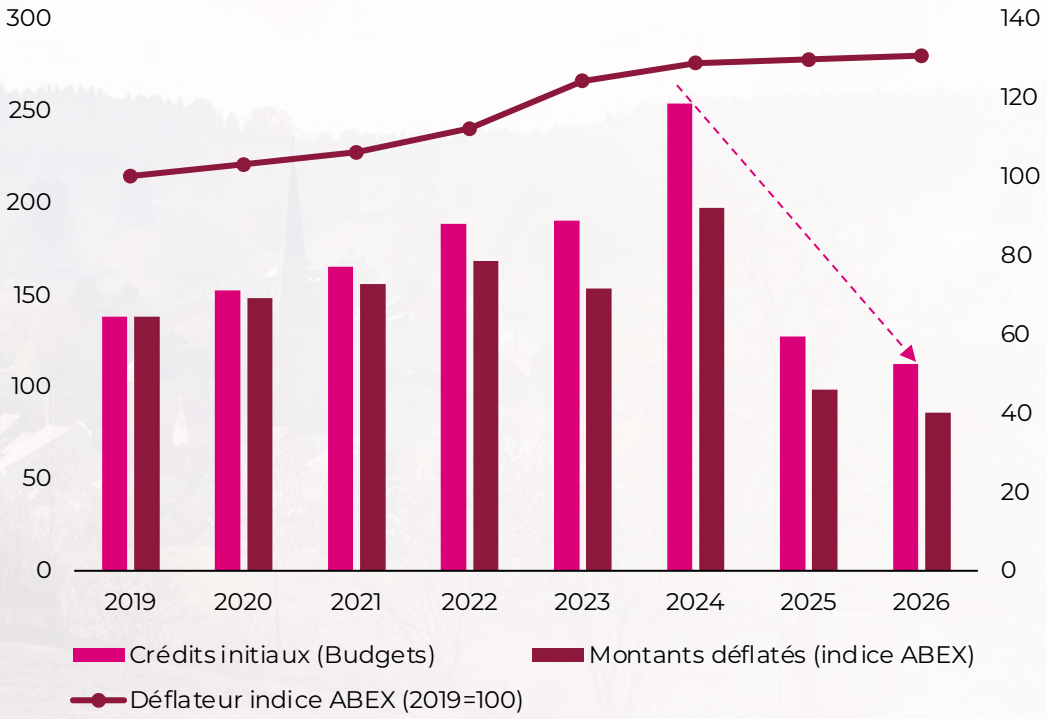


Les principaux domaines en réduction s'observent dans les Culture & Loisirs, les voiries et l'enseignement

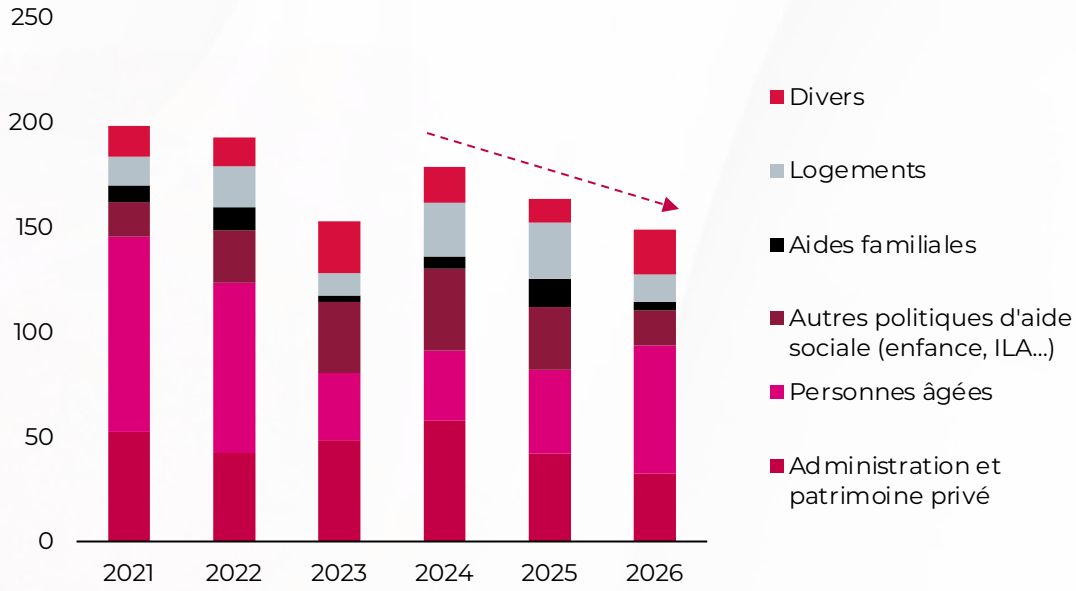
Source: Budgets communaux & Belfius

Les investissements diminuent également dans les provinces (-56 % p./r. à 2024) et les CPAS (-17 % p./r. à 2024)

Investissements provinces



Investissements CPAS



Source: Budgets des CPAS, Provinces & Belfius

Baisse des investissements : facteurs d'explication ?

- Baisse habituelle en **début de mandature** (mais + prononcée que d'habitude)
- **Extinction** progressive des **plans de relance** (boost sur investissements 2024)
- Progression des **charges de la dette** (intérêts et remboursements)
- Poids croissant des **charges de pensions**
- Pressions à la **baisse sur les recettes** (IPP, fonds, subsides…)
- **Incertitudes** sur impacts des nombreuses **réformes** en cours (aide sociale, financement des zones de police…)
- Incertitudes sur taux de **réalisation effectifs** (prévisions → engagements effectifs)

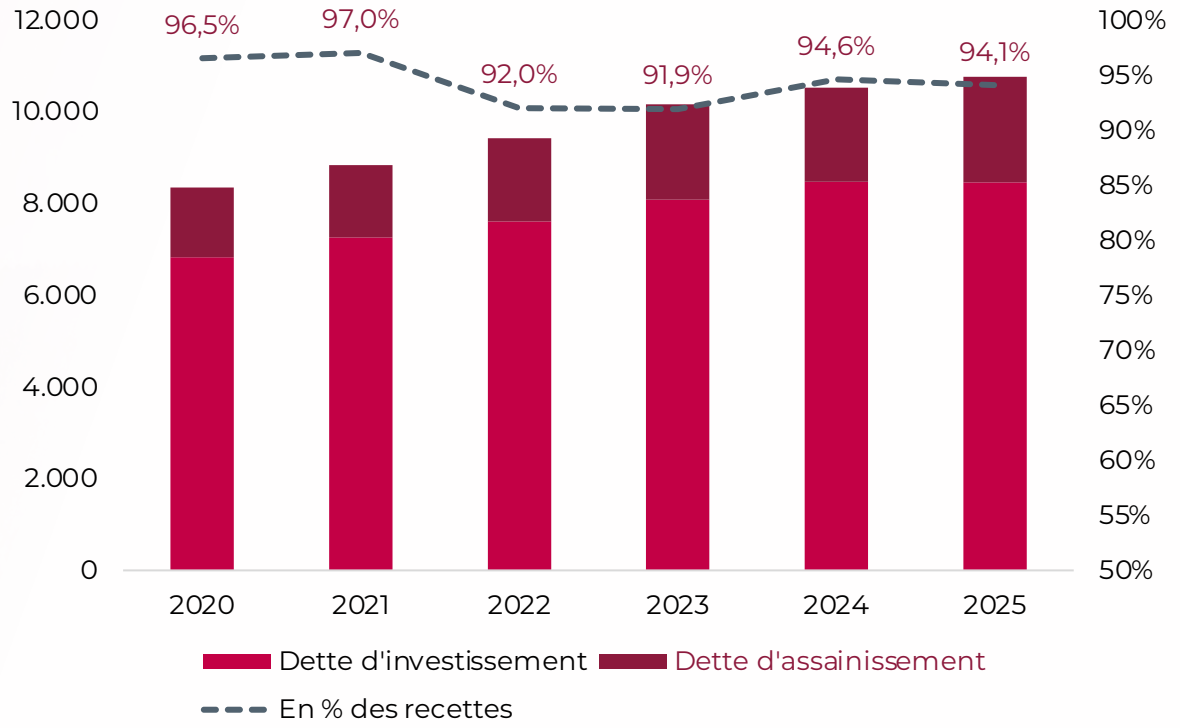
Espace budgétaire + réduit → prudence, projets revus à la baisse

Évolution de la dette des pouvoirs locaux wallons* (20-25)

La dette de pouvoirs locaux wallons a progressé de manière significative en termes nominaux mais est restée assez stable en termes relatifs (p./r. au volume des recettes)

La dette d'assainissement a fortement progressé ces dernières années (prêts « Oxygène ») et représente 20 % de l'encours total

Le taux d'endettement moyen (94,1 %) présente d'importantes disparités selon les communes (de moins de 25 % à plus de 250 %)



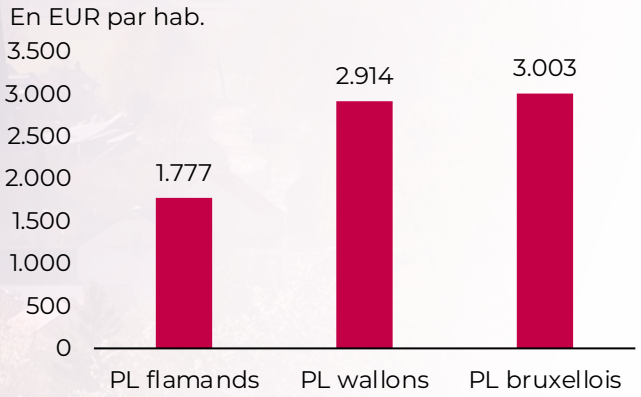
Source : sur la base des données ICN-BNB

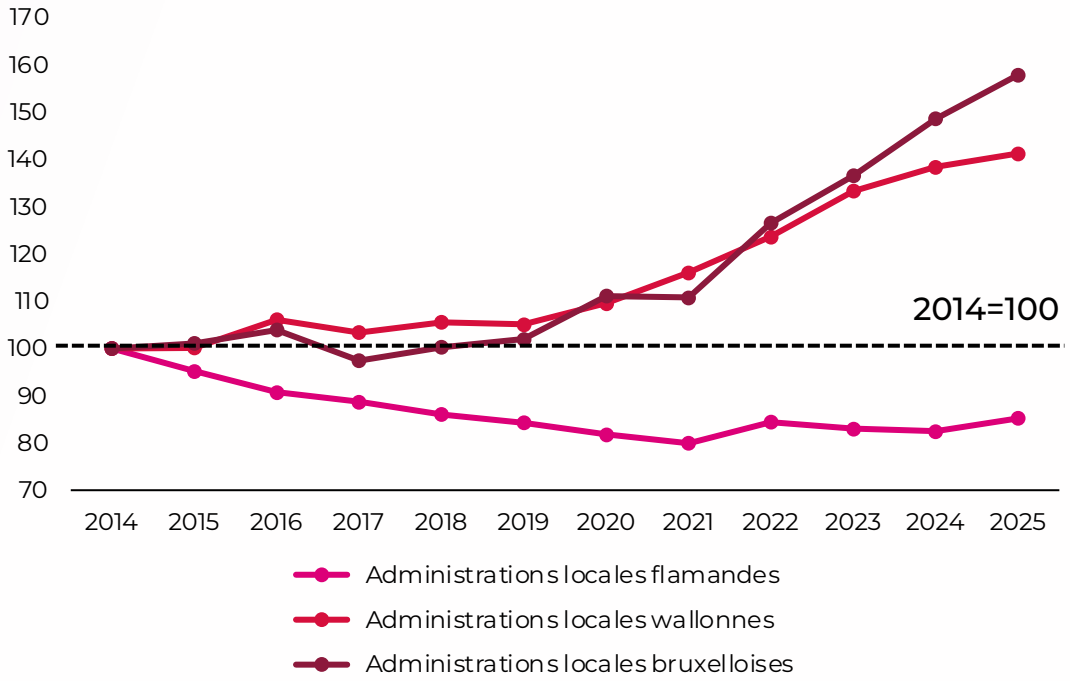
* communes, provinces, CPAS et organismes para-locaux

Source: ICN /BNB & Belfius

L'évolution de la dette des pouvoirs locaux présente d'importantes disparités selon les Régions (2014-2025)

	2025	Évolution p./r. à 2014	
	En mio EUR	En mio EUR	En %
PL flamands	12.125	-2.096	-15 %
PL wallons	10.758	3.144	41 %
PL bruxellois	3.753	1.377	58 %
PL -Total Pays	**26.636**	**2.425**	**10 %**





Source: ICN/BNB & Belfius

Finances Locales **2026**

Conclusions

=

Conclusions

« Budgets 2026 des communes wallonnes : vers une gestion maîtrisée malgré les incertitudes »

Dépenses exploitation :

- Importante maîtrise des dépenses de personnel et de fonctionnement (dans les GV en particulier)
- La reprise du financement ZS soulage les finances communales

Recettes exploitation :

- Fiscalité, prestations : progression > inflation
- Subsides régionaux : progression < inflation

Soldes budgétaires :

- Situation stable depuis 3 ans
- Léger équilibre à l'exercice propre (avec apport des aides régionales) et boni de +/- 360 millions EUR à l'exercice global
- Important décalage entre Budgets (prévisions) et Comptes (réalisés)

Investissements :

- Recul de près de 50 % p./r. à 2024 – variable d'ajustement dans un contexte budgétaire tendu et incertain

Enjeux financiers :

- Contexte macroéconomique perturbé et incertain
- Charges de pensions vont continuer à peser sur une longue période
- Nombreuses incertitudes sur impact financier de la réforme des allocations de chômage

Merci de votre attention

Questions - Réponses